

ARRIVÉE DU VARIANT INDIEN EN ALGÉRIE

**Tests défectueux ou
faible de contrôle
aux frontières ?**

P3

MOUVEMENT DE PROTESTATION
DANS L'ÉDUCATION

**Les syndicats ne
lâchent pas
du lest**

P3

TERRAINS RÉSERVÉS AUX
LOGEMENTS PUBLICS

**Bientôt les
régularisations des
actes de propriété**

P2

ORGANISANT DES SIT-IN DANS PLUSIEURS UNITÉS

Les pompiers menacent d'une démission collective



P3

En Vrac

**Le koursi
en héritage**

Par Madjid Khelassi

On se bouscule au portillon du siège de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) et on joue presque des coudes, pour retirer les formulaires de candidature pour les prochaines législatives.

Plus d'un million deux cent mille formulaires de souscription individuelle ont été retirés, en sus des 4882 dossiers retirés par les partis politiques et les candidats libres, a annoncé le président de la l'ANIE Mohamed Charfi, ajoutant que 1813 dossiers ont été retirés par 53 partis politiques agréés et 86000 à l'étranger.

Politiciania ou amour du Koursi dispensateur de privilèges? En tous cas, on rue dans les brancards des législatives prochaines.

1 200 000 formulaire retirés...La conquête de l'espace...politique fait tourner la tête à plus d'un ! Et fait nouveau dans ces prochaines joutes, les fils des apparatchiks sont de la partie. C'est presque le jeu des 7 familles version politique.

Hérédité politique? Pathologie congénitale? Le koursi en héritage? Tu seras politicien mon fils... semblent dire les papas has been, toujours camés à l'attrait du pouvoir, à leurs rejetons.

Mais qu'est ce qui fait courir l'homo algérien vers le koursi parlementaire ?

La réponse est aussi tourmentée, que peut l'être la cervelle d'un fils à papa politique, devant le fait de devenir important et succéder au Pater dans l'exercice du pouvoir législatif.

Exercice zen, presque Yogatique, et dont l'activité principale se limite à lever le bras pour gagner sa vie, le métier de député fait de son féru, un acteur de premier ordre dans le théâtre des chœurs beni- oui oui.

Qu'à cela ne tienne ! La fascination époustouflée pour les privilèges (salaire, limousine allemande, chalet princier à Club des Pins) compense tout. Y en a qui vendraient leur âme pour juste accéder au graal du gyrophare laboureur de routes.

Juin 2021...Les pérégrins des textes de loi post-Issaba sont en route vers le palais Zirout.

La chorégraphie du bras levé défiera cette fois-ci les lois de la gravitation. Les fils succédant aux pères...

L'indivision politique sera le nouvel art de vivre politique...dans l'Algérie de l'après - 12 juin 2021.

Sport

RÉFORME DU SYSTÈME NATIONAL DE SANTÉ

**Le ministère de la
santé dévoile le
cadre conceptuel**

P4



FOOTBALL

**Le pied de
l'étranger**



P13

INTEMPÉRIES

La Protection civile appelle les citoyens à la vigilance

La direction générale de la Protection civile a appelé, hier, les citoyens à davantage de prudence et de vigilance suite au bulletin météorologique spécial (BMS) prévoyant de fortes chutes de pluies sur plusieurs wilayas du pays.

"Suite au bulletin météorologique spécial (BMS) prévoyant de fortes chutes de pluies sur plusieurs wilayas du pays, la Direction générale de la protection civile appelle tous les citoyens à davantage de prudence et de vigilance et à suivre les consignes de sécurité afin d'éviter les dommages qui peuvent survenir dans de telle situation", indique un communiqué de la Protection civile. Pour les usagers de la route, ils sont appelés à réduire la vitesse, d'allumer les feux même en plein jour, de respecter la distance de sécurité et d'éviter les manœuvres dangereuses", ajoute le même communiqué.

En ces temps d'intempérie, la Protection civile rappelle aux citoyens "la nécessité de rester loin des Oueds et bords d'Oueds et insiste sur la surveillance des enfants qu'il faut impérativement sensibiliser sur les dangers de se rapprocher des Oueds".

Elle conseille également les citoyens d'éviter les tentatives de traverser les torrents à pieds, à la nage ou même en voiture.

Ainsi, les services de la Protection civile conseillent les citoyens d'éviter de se mettre à l'abri sous les tunnels ou sur les ponts et surtout "accompagner les enfants, notamment les petits, pour aller à l'école en choisissant le chemin le plus sûr et en faisant attention, lors de vents violents, aux câbles électriques", souligne le même communiqué. L'appel à la prudence concerne aussi les automobilistes qui sont appelés à éviter de conduire sur une route inondée, et dans le cas où la voiture tombe en panne, le conducteur doit abandonner la voiture et chercher du secours pour lui et ses passagers, ajoute la même source.

Selon les consignes de la Protection civile, le citoyen ne doit pas s'engager en zone inondée, il doit couper l'électricité et le gaz en cas d'infiltration d'eaux pluviales au domicile, et surtout monter les meubles, appareils électriques et autres effets personnels aux étages supérieurs.

La Direction générale de la Protection civile a mis à la disposition des citoyens les deux numéros 1021 ou le 14, pour appeler les secours en cas d'incident ou d'incendie, et ce en précisant la nature du risque et l'adresse exacte.

TERRAINS RÉSERVÉS AUX LOGEMENTS PUBLICS

Bientôt les régularisations des actes de propriété

Le ministre des Finances, Aymene Benaderahmane a annoncé mardi depuis Blida le parachèvement, fin mai, du cadre réglementaire relatif à la régularisation des actes de propriété des terrains destinés à la réalisation de logements publics, toutes formules confondues.



Dans une déclaration à la presse en marge du lancement des prestations de la finances islamiques à la Banque d'agriculture et de développement rural (BADR), le ministre a indiqué qu'il "sera procédé à la fin du mois en cours au parachèvement du cadre réglementaire relatif à la régularisation des actes de propriété des terrains sur lesquels, divers projets de logements y compris privés, ont été réalisés", qualifiant ce dossier d'urgent".

"La finalisation de ce cadre réglementaire en coordination avec les différents secteurs ministériels concernés permettra la régularisation des actes de milliers de logements dont les propriétaires bénéficieront du livret foncier", a-t-il souligné. "Il est inconcevable de ne

pas régulariser des actes de bâtisses dont certaines ont été construites dans les années 90", déplore M. Benaderahmane.

A ce propos, le ministre a fait état du lancement par son département d'une opération d'assainissement des fonciers sur lesquels des logements publics et privés ont été construits et dont la situation n'a pas été régularisée à ce jour.

M. Benaderahmane a ordonné l'organisation de campagnes de sensibilisation pour faire connaître aux citoyens et aux opérateurs économiques n'ayant pas payé leurs impôts, les facilitations prévues dans la loi de finances (LF 2021) concernant leur exemption du paiement des pénalités de retard en cas de régularisation de leur situation avant la fin de 2021.

A une question sur le sort de l'argent pillé, le ministre a fait savoir que "le décollage économique du pays n'est pas tributaire de cet argent qui sera remis au Trésor public, précisant que sa "récupération est une consécration de la justice".

Pour rappel, le ministre avait entamé sa visite dans la wilaya de Blida par le lancement, au niveau de l'Agence de la Banque d'agriculture et de développement rural (BADR) (Centre-ville), des prestations de la finance islamique, avant de se rendre aux sièges des directions des Impôts et des Domaines où il a entendu les préoccupations des employés et donner des instructions pour la prise en charge des préoccupations des citoyens.

R.N

PR. ABDELHAMID AFRA (DÉLÉGUÉ NATIONAL AUX RISQUES MAJEURS)

«La loi sur la gestion des catastrophes doit être révisée»

Après chaque catastrophe naturelle, le débat sur la gestion des risques majeurs revient au-devant de la scène. Il se trouve que les catastrophes de Beb El Oued au début des années 2000, de Ghardia et autres n'ont pas servi de leçons à la catastrophe qui a frappé avant-hier la commune de Beni Slimane dans la wilaya de Médéa...

Lors de son passage à la radio nationale (Chaîne 1) le Pr Abdelhamid Afra, le délégué national aux risques majeurs au Ministère de l'intérieur, a souligné, aujourd'hui,

la nécessité d'adopter les quatre étapes de la gestion des risques, qui sont liées à la prévention, la prédiction, l'intervention et le redressement.

Le représentant du ministère de l'intérieur, lors de son intervention à la radio chaîne 1, a déclaré que dans la loi publiée en 2004 relative à la gestion des catastrophes naturelles, la prévision et la prévention pour faire face aux dangers avaient été abandonnées et que l'on ne comptait que sur la phase d'intervention, indiquant que cette étape coûte au Trésor environ 34 mil-

liards de dinars par an. Dans ce contexte, le Pr Afra a considéré que le volet préventif de 2004 à 2020 n'a pas retenu sa part d'attention et a appelé à tirer les leçons des catastrophes précédentes en se concentrant sur l'aspect le plus préventif, car dépenser un dinar en prévention permet économiser quatre dinars de dépenses dans les catastrophes.

Il a souligné la nécessité de prendre en compte les facteurs de vulnérabilité et d'exposition avant la catastrophe afin de renforcer l'aspect préventif et de réduire les

pertes. Il a appelé à la révision de la Loi 4-20 pour tirer des leçons et corriger les lacunes en spécifiant les responsabilités et les objectifs, quantitativement et la source de financement.

En revanche, M. Afra considère que la loi sur l'assurance des risques promulguée en 2003 est peu attractive, bien qu'elle soit obligatoire et présente de nombreux obstacles, soulignant que le taux de souscription ne dépasse pas 10% alors que le taux de compensation est à zéro.

R.N

INONDATIONS DE BENI-SLIMANE (MÉDÉA)

Envoi d'une commission technique

Une commission technique a été envoyée hier, « à Beni-Slimane, afin d'étudier de près le problème des inondations auquel est confronté la ville et essayer d'apporter des solutions à cette menace », a annoncé le ministre de l'intérieur Kamel Beldjoud, lors de son déplacement dans la région après les inondations qui ont frappé la ville. Parmi les plus importantes décisions prises, à l'issue de notre déplacement, aux côtés des ministres des Travaux publics et des Transports, Kamel Nasri, et de la Solidarité, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, "la constitution et l'envoi, dès mercredi (hier NDLR), d'une commission technique, formée de spécialistes, pour étudier le problème d'inondation qui a touché la ville

de Beni-Slimane et réfléchir à actualiser les anciennes études, de sorte à éviter la reproduction des inondations dramatiques de lundi soir", a expliqué M. Beldjoud. La prise en charge "immédiate" des familles des quatre victimes des inondations qui se sont produites à Beni-Slimane et des citoyens dont les commerces et véhicules ont été endommagés, sont parmi les autres décisions annoncées par M. Beldjoud, qui a insisté sur l'accélération des opérations de nettoyage et de déblaiement des tonnes de boue et divers amas, charriés par les eaux pluviales, qui inondent encore les principales artères du centre-ville de Beni-Slimane. La délégation ministérielle s'est déplacée, en début d'après-midi, au domicile de l'une des

victimes des inondations ou les membres de la délégation ont présenté, au nom du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, leurs condoléances à la famille et les proches de la victime. M. Beldjoud a annoncé que la prise en charge des propriétaires de véhicules endommagés au cours de ces inondations, dont le nombre est estimé à 132 véhicules, se fera par le biais des assurances automobiles et qu'une commission locale entamera, au plus vite, le recensement des dégâts matériels occasionnés, afin de programmer des projets et des actions pour réparer les effets de ces intempéries. De son côté, la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, a déclaré que "toute

l'aide et l'assistance de l'état sera accordée aux familles qui ont perdu un des leurs et annoncé, d'autre part, l'envoi d'équipes de psychologues en vue d'assurer un accompagnement et un soutien aux personnes endeuillées ou affectées par ces inondations. Kamel Nasri, ministre des Travaux publics et des Transports, a réitéré, pour sa part, "l'engagement total et sans faille" de son département ministériel à "effacer les traces" de ces inondations, assurant que plusieurs équipes d'intervention, venues de wilayas limitrophes, participent déjà aux opérations de nettoyage et de déblaiement, toujours en cours, au niveau de la ville de Beni-Slimane.

APS

ORGANISANT DES SIT-IN DANS PLUSIEURS UNITÉS

Les pompiers menacent d'une démission collective

Les agents de la protection civile ont organisé hier, des sit-in dans leurs unités respectives dans plusieurs villes du pays en solidarité avec leurs collègues et contre les mesures de suspension de 230 éléments, en réclamant leur réintégration "immédiate et sans conditions".

Dans un communiqué diffusé sur les réseaux sociaux, les pompiers menacent d'une démission collective si d'ici 24 heures leurs collègues licenciés ne sont pas réintégrés dans leurs postes. Rappelant que les revendications portent sur l'augmentation des salaires, la majoration du point indiciaire de 45 à 90 dinars, la révision du statut particulier, la revalorisation de la prime de risque ainsi que le règlement de la question du service militaire pour nombre d'agents dont la situation reste pendante.

Le ministère de l'Intérieur, au soir de la grande marche des pompiers sur Alger, a rendu public un communiqué particulièrement virulent dans lequel il accuse des "parties", sans les citer, d'instrumentaliser les préoccupations socioprofessionnelles des agents pour des desseins politiques. "Nourrit par des parties servant des agendas hostiles à l'égard de l'Algérie, ce mouvement intervient au moment où la tutelle a procédé à l'examen des préoccupations socioprofessionnelles des affiliés de ce corps et à la prise en charge des revendications soulevées dans le cadre de la loi, comme affirmé par le syndicat national des agents de la protection civile publié le 29 avril 2021", lit-on dans le communiqué.

Par ailleurs, la Direction générale de la protection civile (DGPC) a réaffirmé, dimanche dernier, que toutes les revendications de ses agents, inscrites dans le Statut particulier et exprimées lors de sit-in de protestation, seront satisfaites dès l'examen des statuts.

"La majorité des revendications qui s'inscrivent



dans le cadre Statut particulier des agents de la Protection civile seront traitées et satisfaites dès l'examen des statuts", a indiqué la DGPC dans un communiqué, précisant que "toutes les catégories de fonctionnaires du secteur seront associées à l'enrichissement du projet de révision du Statut particulier du corps, en vue de satisfaire toutes les préoccupations soulevées".

Exhortant l'ensemble des agents "à faire montre de

discipline et de sens élevé de responsabilité, reconus aux enfants du secteur et à ne pas céder aux publications subversives visant à semer la confusion et le chaos et à attenter à la stabilité de la patrie", la DGPC assure que toutes les revendications exprimées "ont été soumises aux autorités concernées et qu'une commission se penche sur leur examen".

Idir D.

ARRIVÉE DU VARIANT INDIEN EN ALGÉRIE

Tests défectueux ou faille de contrôle aux frontières

Au dernier bilan du coronavirus en Algérie, le porte-parole du comité scientifique, le Dr Djamel Fourar a annoncé 273 nouveaux cas et 10 décès. Cela traduit une nette augmentation des contaminations. Les observateurs se demandent, depuis quelques jours, si cette augmentation n'est pas le résultat de l'arrivée de nouveaux variants. Après les variants dit britanniques et nigériens, l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA) a annoncé lundi la détection, pour la première fois, de six cas du variant indien du Covid-19 dans la wilaya de Tipaza. Ce virus est réputé plus contaminant que les tous les variants apparus à nos jours, d'où la situation chaotique en inde, qui narre même pas à compter ses morts. Selon le ministre de la Santé Abderrahmane Benbouzid, il s'agit

d'un « virus importé. C'est un Indien qui a été séquencé. Il est venu de Doha. C'est un Indien qui travaille à Koléa (wilaya de Tipaza) ». Comment une telle situation a pu survenir ? Cette question a été posée par le site d'information TSA sur des spécialistes de la santé publique, dont le Pr Idir Bitam, expert en maladies transmissibles et pathologies tropicales.

Ce dernier pointe deux « failles ». « La première se situe effectivement au niveau des contrôles aux frontières car comment se fait-il que ces ressortissants indiens passent les frontières et qu'ils n'aient pas été testés convenablement avec les tests PCR ? », se demande-t-il. Et d'ajouter : « Logiquement, et cela se passe dans tous les pays du monde, il faut un confinement au moins d'une semaine

même si la PCR est négative parce qu'on vient d'un pays endémique ou à risque. Du coup, c'est là une première faille, les instructions n'auraient pas été respectées par les gens qui travaillent au niveau des postes frontaliers, notamment la médecine frontalière ». La deuxième faille, d'après lui, concerne la fiabilité des tests PCR réalisés sur le ou les ressortissants indiens. « Il est possible que les tests PCR que ces ressortissants ont effectués dans leur pays posent un problème. »

Le Pr Bitam émet l'hypothèse que ces travailleurs indiens soient rentrés en Algérie avec une PCR « faussement négative ». Même constat pour le Dr Lyes Merabet, président du SNPS, est lui aussi catégorique : « Pour moi, le problème se pose au niveau des frontières. Comment justifier l'im-

portation du variant indien) et à quoi sert cette décision de fermeture des frontières qui dure depuis des mois ? », s'interroge-t-il, dans une déclaration à TSA, avant de rappeler que cette fermeture a été « lourde de conséquences pour beaucoup de familles algériennes bloquées à l'étranger ». Le praticien se demande si toutes les mesures de prévention ont été respectées. « Est-ce qu'on est en train d'exiger les PCR et les faire réaliser sur place ? Est-ce qu'on est en train de réaliser des tests antigéniques ? Est-ce qu'il y a un confinement sanitaire obligatoire pour toute personne qui rentre, algérienne ou non algérienne, pour une période qui ne soit pas en-deçà d'une semaine à dix jours ? »

Synthèse Aziz T

76È ANNIVERSAIRE DES MASSACRES DU 8 MAI 1945

"Un véritable génocide" des Algériens

Des intervenants lors d'une conférence sur les massacres du 8 mai 1945 ont mis l'accent mercredi à Alger sur la nécessité d'adopter une méthodologie nationale dans l'écriture de l'histoire de l'Algérie, et ce pour lutter contre la déformation et corriger la terminologie diffusée par le colonisateur français. A ce titre, la présidente de l'Association de lutte contre la pensée coloniale, Me Benbraham Fatma Zahra a précisé que la France avait procédé à l'utilisation de termes erronés qui déforment la réalité dans ses écritures sur la période coloniale en Algérie, dans le but de déformer l'histoire, de se soustraire à ses responsabilités face aux crimes odieux perpétrés contre le peuple algé-

rien et d'échapper aux sanctions prévues par le Droit international, notamment la loi du 17/07/1998. Elle a en outre ajouté que le terme "guerre d'Algérie" est "erroné" car la guerre oppose deux pays indépendants avec un système militaire qui les protègent, tandis que l'Algérie était colonisée par la France qui a utilisé la force et perpétré les crimes les plus odieux à l'encontre du peuple algérien sans défense, outre le fait de qualifier les Moudjahidine de terroristes et d'autres termes qu'il faut corriger à travers la mise en place d'une plateforme solide sur laquelle oeuvrent en même temps les historiens et les avocats. S'agissant des massacres du 8 mai 1945, Me Benbraham a fait

observer que la plupart des écritures historiques les qualifiaient de "massacres". Toutefois, et en vertu de la loi du 17 juillet 1998, il s'avère que ces événements étaient "un véritable génocide" des Algériens, ce qui est considéré, selon l'intervenante, comme "un acquis important" pour l'Algérie, en vue de tenir la France pour responsable de ses crimes horribles, d'autant que le Droit international prévoit l'imprescriptibilité de ces crimes. L'avocate a estimé que l'Algérie "n'a pas besoin des excuses de la France car ils n'effaceraient pas les crimes de celle-ci perpétrés le 8 mai 1945 ni ceux durant la période du colonialisme, mais nous avons besoin de construire notre histoire judiciaire avec la France

pour la contraindre à reconnaître et assumer la responsabilité des crimes commis contre le peuple algérien". L'enseignant Ali Djilali a, pour sa part, jugé "important de recouvrer la mémoire nationale qui est la base de la renaissance et du progrès de tout Etat et d'écrire l'histoire de l'Algérie en s'appuyant sur une démarche nationale loin de celle coloniale falsifiée" pour que les futures générations puissent prendre connaissance de ce que les pré-décesseurs ont fait. Dans son intervention, il a mis en avant les défis auxquels font face les peuples pour se libérer et s'émanciper du joug du colonialisme jusqu'à l'indépendance.

APS

MOUVEMENT DE PROTESTATION DANS L'EDUCATION

Les syndicats ne lâchent pas du lest

La crise dans le secteur de l'Education nationale semble loin de voir le bout du tunnel. Alors que le département de Mohamed Ouajjaout attend des éclaircissements de la présidence du gouvernement concernant les mécanismes adoptés pour améliorer la situation sociale et professionnelle de la famille éducative, en application des ordonnances du président Tebboune, les syndicats ne lâchent pas du lest. Le mouvement de contestation ne faiblit pas et le cycle des grèves va continuer.

En effet 14 syndicats de l'Education ont déposé lundi un énième préavis de grève pour les jours du 9, 10 et 11 mai. Le bureau national du Conseil des lycées algériens (CLA) a pris la décision de ne pas prendre part à la rencontre à laquelle le ministre de l'Education a appelé.

Pour le CLA cette rencontre "est purement formelle et n'est pas à la mesure des préoccupations des syndicats", ajoutant dans le même communiqué que "les revendications sont connues, il s'agit surtout d'y apporter des réponses, au lieu de chercher à gagner du temps".

Le CLA doute "de la volonté de la tutelle de répondre positivement aux revendications portées par les syndicats", dénonçant par ailleurs "la politique de l'intimidation et des ponctions sur salaires". De son côté, le président du Syndicat des travailleurs de l'éducation et de la formation, Al-Sadek Dziri, a révélé qu'une rencontre l'a réuni avec des responsables du ministère, et que c'était une réunion qui n'apportent rien de nouveau en ce qui concerne les revendications du secteur, à l'exception de l'engagement de la tutelle de mettre en place un comité de révision de la loi spéciale après le Ramadan. Et ce, en application des instructions du président de la république lors du dernier Conseil des ministres.

A cet égard, le syndicat a émis des questions sur les mécanismes que le ministère de l'Education mettra en œuvre dans ce domaine afin d'améliorer les conditions sociales, telles que la question des salaires et du pouvoir d'achat. Le ministère a répondu qu'il n'y a rien de nouveau pour le moment, et que la tutelle attend des éclaircissements du gouvernement.

Les syndicats de l'Education réclament la protection du pouvoir d'achat des travailleurs, avec la revalorisation à 100% du point indiciaire, l'application du décret présidentiel 266-14 avec effet rétroactif, le dévoilement du statut particulier, la régularisation des incidences financières et du dossier des diplômés des écoles supérieures, la révision des programmes, la diminution du volume horaire et la libération des établissements primaires de la mainmise des collectivités locales.

RÉFORME DU SYSTÈME NATIONAL DE SANTÉ

Le ministère de la santé dévoile le cadre conceptuel

Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a dévoilé le cadre conceptuel et la démarche opérationnelle de la réforme du système national de santé, dans un document rendu public hier.

Le cadre conceptuel et la démarche opérationnelle présentés dans le document dont l'APS a obtenu une copie, se veulent être la première traduction opérationnelle de la volonté politique au plus haut niveau de l'Etat d'engager, dès à présent, ce processus de réforme. Ce processus est basé sur "l'approche participative et la transparence telles que préconisées dans le plan d'action du Gouvernement à travers une large concertation avec toutes les parties prenantes sur la base de données factuelles, du débat contradictoire et du consensus général issu de la première phase de dialogue et de concertation avec les parties prenantes du processus de réforme hospitalière qui s'est déroulée depuis le mois d'août 2020 jusqu'au mois de janvier 2021", explique le ministère.

Le document qui précise le cadre conceptuel du processus de la réforme hospitalière au sens de la réforme du système national de santé, doit être considéré comme "un référentiel de base pour la deuxième étape du dialogue et de la concertation qui sera entamée sous peu dans la double perspective d'approfondir la réflexion sur le processus de la réforme et de préparer l'organisation à terme de la rencontre nationale sur la réforme hospitalière", a-t-il précisé.

Ce cadre conceptuel, poursuit le ministère, "vient souligner la nécessité, pour notre pays, d'engager, dès à présent, malgré la crise sanitaire du Covid-19, le processus de la réforme au vu de l'engagement politique au plus haut niveau de l'Etat et du Gouvernement et de l'aspiration au changement régulièrement exprimée par tous les professionnels de la santé, les usagers de la santé, et la société civile".

Le document explique, en outre, que l'approche méthodologique du processus de réforme s'articule autour des trois axes, à savoir "les lignes directrices du processus de réforme, les éléments d'analyse et de réforme du système national de santé en terme de problématiques et de défis, et la gouvernance du processus de réforme". Quant à la démarche opérationnelle proposée, le ministère souligne qu'"elle s'est voulue pragmatique et soucieuse de réunir à la fois la concertation, la réflexion et l'action" et "se décline en mesures organisationnelles à court terme et en mesures opérationnelles à court et moyen terme que nécessite la modernisation du système national de santé".

Le document souligne que le souci d'assurer une protection sanitaire efficace de la population et de faire face à toute menace pandémique sur la sécurité nationale a été pris en compte par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à travers notam-



ment "son engagement n°45 dans le domaine de la santé publique, et sa décision, malgré la situation de crise sanitaire, d'engager le processus de refonte totale du système national de santé dans le but de développer une nouvelle politique nationale de santé cohérente, efficiente, équitable et adaptée aux nouveaux enjeux et défis". Cette décision "offre une opportunité historique unique pour engager un dialogue national sur la refondation de notre politique nationale de santé dans le cadre de l'édification d'une Algérie nouvelle", selon le document qui précise que la décision du Président Tebboune, "appuyée par la création d'un ministère délégué chargé de la réforme hospitalière" a, érigé ainsi "la réforme hospitalière au niveau de l'action gouvernementale".

Reconnaissant que le système national de santé, malgré les efforts et les acquis indéfectibles, demeure "une préoccupation et un motif d'insatisfaction aussi bien pour les pouvoirs publics que pour les professionnels de la santé, les partenaires sociaux, la société civile et les citoyens", le document souligne que "la pandémie du Covid-19 est venue rappeler la nécessité de repenser tous les systèmes de santé dans l'objectif

d'une plus grande résilience face aux crises sanitaires de nature à permettre aux acteurs de santé, aux institutions et à la population d'avoir les capacités de se préparer et de riposter avec efficacité à ces crises, de maintenir les fonctions fondamentales dès la survenue d'une crise et de se réorganiser à partir des enseignements tirés durant la crise".

Le document note, dans le même cadre, que "la pandémie actuelle est venue révéler, malgré le fort engagement des pouvoirs publics et la mobilisation sans précédent des professionnels de la santé, non seulement les limites du système de santé actuel mais également la gravité de la menace pandémique sur la sécurité nationale tant les conséquences de cette pandémie ont été à la fois sanitaires mais également économiques et sociales".

Affirmant que ce processus est "porteur d'innovations majeures", le document précise que "le but général est en soi un défi majeur qui appelle à une réforme structurelle du système existant de nature à refonder le système national de santé autour de principes directeurs basé sur des valeurs et des approches novatrices visant à remettre

l'usager des services de santé au centre des préoccupations du système national de santé dans le but d'assurer la protection de la santé des citoyens à travers l'égal accès aux soins, la garantie de la continuité du service public de santé et la sécurité sanitaire".

Le but de la réforme hospitalière est également de "rétablir l'équité et la solidarité dans l'accès à des soins de qualité pour tous les algériens à travers la couverture sanitaire universelle qui vise à permettre à tous les algériens, dès le départ dans la vie, d'avoir un accès aux services de santé dont ils ont besoin sans rencontrer de contraintes financières", souligne le document, qui note, toutefois, que le système national de santé "dispose de nombreux atouts qu'il importe de consolider" et "fait face à des défis multiples actuels et futurs".

Pour rappel, le Président Tebboune avait ordonné dimanche lors de la réunion du Conseil des ministres la définition d'un "calendrier clair" pour la mise en œuvre du processus de la réforme hospitalière, et la révision de l'organisation des services des urgences et autres services hospitaliers pour concilier le citoyen avec l'Hôpital.

FISCALITÉ MONDIALE

Le taux minimal d'imposition sera inférieur à 21%

Le taux minimum d'impôt sur les bénéfices des multinationales, qui sera mis en place dans le cadre des négociations sur la réforme de la fiscalité internationale, sera "sans doute" inférieur à 21%, a estimé hier Pascal Saint-Amans, en charge des sujets de fiscalité à l'OCDE.



« Est-ce qu'on sera à 21% j'en doute, mais est-ce qu'on sera à un taux qui s'approchait de 21%, j'ai bon espoir que cela soit possible », a affirmé le directeur du Centre de politique et d'administration fiscales de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), lors d'une audition devant la commission des Affaires économiques du Sénat français.

En annonçant leur volonté d'augmenter à 21% le taux plancher d'impôt sur les bénéfices des entreprises américaines, quel que soit le pays où ils sont réalisés, les Etats-Unis ont relancé le débat sur le niveau du taux mi-

nimum d'impôt qui pourrait être décidé dans le cadre des négociations internationales. Jusqu'ici, le taux évoqué dans les discussions à l'OCDE était de 12,5%, qui correspond à celui en vigueur en Irlande. Après les annonces américaines, Paris et Berlin s'étaient dit favorables à la proposition américaine, tout comme le commissaire européen au Marché intérieur Thierry Breton. Outre un taux minimal mondial, cette réforme négociée par l'OCDE prévoit de moduler l'impôt sur les sociétés en fonction des bénéfices réalisés dans chaque pays, indépendamment de leur établissement fiscal. Ce deuxième point vise en particulier les

géants du numérique, qui paient des impôts souvent sans rapport avec les revenus et les profits qu'ils dégagent localement. L'OCDE souhaite obtenir un accord de principe global lors du G20 Finance des 9 et 10 juillet, puis lors d'une réunion finale en octobre. Sur le taux minimum, "il va sans doute falloir que les Etats-Unis passent leur législation et qu'on puisse voir quel est le taux qui est retenu et que le reste du monde puisse caler un taux", a estimé Pascal Saint-Amans, ajoutant que la réforme pourrait entrer en vigueur, au moins en partie, au 1er janvier 2023.

RE & agences

Brèves

CÉRÉALES

Le climat sec nourrit la hausse des prix

Les prix des céréales progressaient, hier à la mi-journée, dans un marché toujours attentif au manque de pluie sur les cultures futures. Sur Euronext, la tonne de blé tendre nouvelle récolte progressait de 2,25 euros sur l'échéance de septembre à 222,75 euros, et de deux euros sur l'échéance de décembre à 221,50 euros, pour près de 11.000 lots échangés. La tonne de maïs, elle, augmentait de 3,50 euros sur l'échéance de juin à 251,50 euros et de quatre euros sur l'échéance d'août à 241 euros, pour près de 1.500 lots échangés. Les conditions climatiques très défavorables au Brésil et les craintes de plus en plus avérées en France face à un déficit hydrique persistant motivent ces achats à des niveaux de prix élevés, rapportent des analystes. Des pluies sont chaque jour attendues par les météorologues avec une fiabilité relativement faible en cette période, ont-ils souligné.

CHINE

Forte croissance de l'industrie navale

L'industrie chinoise de la construction navale a enregistré de fortes performances au premier trimestre de l'année tout en conservant une part mondiale importante en termes de volume d'achèvement et de commandes nouvelles et en attente, selon les données officielles. Le volume d'achèvement de la construction navale en Chine, en hausse de 39,8% sur un an à 9,79 millions de tonnes de port en lourd (tpl) au cours des trois premiers mois, représentait une part du marché mondial de 43,4%, selon le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information.

Les nouvelles commandes de construction navale ont bondi de 251,7% par rapport à la même période l'année dernière pour atteindre 17,2 millions de tpl, soit une part du marché mondial de 47,4%. Le volume des commandes en attente, qui a baissé de 1,4% pour atteindre 78,48 millions de tpl à la fin du mois de mars, représentait une part du marché mondial de 44,6%.

INDONÉSIE

Le PIB recule de 0,74% au 1er trimestre

L'Indonésie a vu son produit intérieur brut (PIB) reculer de 0,74% au premier trimestre 2021, marquant un quatrième trimestre consécutif de contraction, a annoncé hier le bureau indonésien des statistiques.

La première économie d'Asie du Sud-Est peine à sortir de la récession dans laquelle elle est entrée l'an dernier sous l'effet de la pandémie de Covid-19, après un recul de son PIB de 2,07% sur l'ensemble de 2020. "C'est toujours négatif, mais c'est bien mieux qu'au cours des trimestres précédents ce qui montre que le mouvement vers la reprise est sur la bonne voie", a indiqué le chef du bureau des statistiques Suhariyanto au cours d'un briefing. L'activité au premier trimestre montre une amélioration par rapport au quatrième trimestre 2020 (-2,19%) mais la contraction de début 2021 est un peu plus importante que celle attendue par les économistes. Les secteurs du transport et du tourisme ont été particulièrement affectés alors que le pays a imposé des restrictions aux déplacements et a fermé ses portes aux touristes étrangers depuis avril de l'an dernier. Des millions d'Indonésiens ont été licenciés ou mis au chômage partiel dans le pays de près de 270 millions d'habitants. Le gouvernement mise sur une campagne de vaccination massive, avec l'aide notamment de la Chine, pour redresser son économie mais les livraisons de doses ont ralenti. Le Fonds monétaire international (FMI) a abaissé en avril de 0,5 point sa prévision de croissance pour l'Indonésie cette année à 4,4%. La Banque centrale d'Indonésie est plus optimiste avec une fourchette de 4,1% à 5,1% de croissance.

APS

ETATS-UNIS

Bond des créations d'emplois dans le secteur privé

Les créations d'emplois du secteur privé ont grimpé en avril aux Etats-Unis, en grande majorité dans les entreprises de services qui ont particulièrement souffert de la crise, selon l'enquête mensuelle de la firme de services aux entreprises ADP publiée hier. En avril, 742.000 nouveaux emplois ont été créés par les sociétés privées. C'est toutefois un peu moins que les 810.000 qui étaient attendus par les analystes. Les entreprises des loisirs et de l'hôtellerie ont à elles seules fourni près d'un tiers de ces nouveaux emplois (+237.000), suivies de celles du commerce et transports (+155.000) et des services aux entreprises (+104.000). Par ailleurs, les créations d'emplois en mars ont été révisées à la hausse, à

565.000 au lieu de 517.000. Il s'agissait déjà avec 517.000 créations du plus fort rebond depuis septembre.

Le nombre total d'emplois - secteurs privé et public confondus - créés en avril sera annoncé vendredi, il pourrait atteindre le million, un niveau qui avait déjà été approché en mars. Le taux de chômage devrait continuer à reculer doucement, les analystes attendent 5,8%, contre 6% en mars. L'économie américaine a en effet commencé à se redresser de la crise provoquée par le Covid-19. Plus de 40% des Américains de plus de 18 ans sont désormais entièrement vaccinés, et Joe Biden a fixé mardi un objectif de 70% des adultes ayant reçu au moins une dose d'ici la fête nationale du 4 juillet, contre 56,3% ac-

tuellement. Restaurants, salles de sport, commerces reprennent vie, à mesure que les différents Etats assouplissent leurs restrictions, permettant à l'activité économique de redémarrer après ce long sommeil. Certains Etats, comme le Maryland, avancent à pas mesurés, autorisant de nouveaux restaurants à servir normalement leurs clients en terrasse et permettant aux personnes vaccinées de faire tomber les masques en extérieur. Le gouverneur de Floride a quant à lui levé lundi toutes les restrictions liées au Covid-19. De plus, beaucoup d'Américains ont de l'argent à dépenser, grâce aux économies faites au cours d'une année pauvre en loisirs. Et leurs comptes en banque ont été remplis par

les aides versées par le gouvernement dans le cadre des différents plans de relance. Le dernier, adopté début mars, a permis au revenu disponible des ménages de connaître sa plus forte hausse jamais enregistrée, et de faire quasiment doubler le taux d'épargne. Cependant, bien que plus de 16 millions de personnes touchent toujours une allocation chômage, de nombreux employeurs disent avoir du mal à recruter. En cause, la peur de contracter la Covid, les difficultés de garde d'enfants tant que les écoles ne sont pas entièrement rouvertes, les allocations généreuses et prolongées, mais aussi le souhait, pour beaucoup, de trouver désormais un emploi qui permette de télétravailler.

R.E

TUNISIE

1.405 nouveaux cas
et 101 décès en une
journée

La Tunisie a enregistré 1.405 nouveaux cas positifs de COVID-19 et 101 décès supplémentaires en une journée, selon le bilan épidémiologique quotidien du ministère tunisien de la Santé. Ainsi, le pays compte désormais 314.000 cas confirmés, 11.016 décès et 266.696 guérisons depuis l'apparition de la pandémie dans le pays en mars 2020. Selon la porte-parole du ministère de la Santé, Nissaf Ben Alaya, citée par la presse locale ce mardi, la Tunisie fait face à la troisième vague de la COVID-19 d'autant plus que le pays connaît l'apparition de plusieurs nouvelles souches du virus. Jusqu'à présent, a-t-elle fait savoir, il n'y a pas d'autres souches détectées en Tunisie, exception faite pour le variant signalé au Royaume-Uni ainsi qu'une souche tunisienne qualifiée de "sauvage".

AFRIQUE

Plus de 4,5 millions de
cas et de 120.000 morts

La pandémie de Covid-19 a fait 120.000 morts sur un total de plus de 4,5 millions de cas recensés en Afrique, a annoncé Matshidiso Moeti, directrice régionale de l'OMS Afrique. "Il y a désormais plus de 4,5 millions de cas de Covid-19 en Afrique et 120.000 vies perdues sur le continent africain", a indiqué Moeti dans un vidéo sur la page Facebook de l'OMS Afrique. Elle a fait état d'une hausse de cas liés à la pandémie dans 13 pays de l'Afrique. "Nous ne pouvons pas nous bercer d'illusions de sécurité parce que le nombre de cas dans le continent semble stable", a-t-elle alarmé.

"L'épouvantable hausse de cas et de décès en Inde et l'augmentation dans d'autres régions sont des signes clairs du risque de résurgence dans les pays africains", a poursuivi Matshidiso Moeti à ce propos.

Elle a estimé que les conditions pour une hausse potentielle des cas sont bel et bien présentes dans le continent. "L'adhésion aux mesures de prévention s'est affaiblie pendant que les rassemblements de masses et les mouvements de population ont augmenté", a-t-elle fait savoir.

Évoquant une analyse de l'OMS faite dans 46 pays africains, Moeti a assuré que près de la moitié des pays font face à un risque élevé d'augmentation du nombre de cas.

"Nous ne pouvons pas baisser la garde maintenant. J'appelle les pays africains à maintenir un haut niveau de préparation, en s'assurant que la surveillance, les soins de santé, la chaîne d'approvisionnement et les capacités de communication soient en place", a-t-elle exhorté.

LIBAN

748 nouveaux cas et 23
décès supplémentaires

Le Liban a enregistré mardi 748 nouveaux cas de COVID-19, portant le nombre d'infections à 529.205, a annoncé le ministère libanais de la Santé. Par ailleurs, le nombre de décès dus à ce virus a augmenté de 23 pour atteindre 7.368, a ajouté le ministère.

Le Liban poursuit la vaccination de sa population. Toutefois, beaucoup de gens sont réticents à se faire inoculer le vaccin AstraZeneca contre la COVID-19, ce qui a poussé le ministre libanais par intérim de la Santé, Hamad Hassan, à former un comité dédié à recevoir les appels signalant tout effet secondaire éventuel du vaccin. Le ministre a également appelé ses concitoyens à s'inscrire pour se faire vacciner dans l'espoir de réduire le nombre d'infections et de décès causés par le virus.

VARIANTS DU SARS-COV-2

Les anticorps de lama
pourraient bien
être efficaces

Les restaurants et les lieux publics (théâtre, cinéma...) pourraient rouvrir mi-mai moyennant un protocole de sécurité drastique : distance minimale entre les tables, un siège occupé sur trois, jauge de 50 % de capacité d'accueil, pas plus de six à table, gel hydroalcoolique à volonté...

Toutes ces contraintes seraient pourtant largement inutiles, si l'on en croit une nouvelle étude du MIT (Massachusetts Institute of Technology). « En intérieur, le risque de contamination est exactement le même que l'on soit à 1,8 mètre [distance de sécurité préconisée aux États-Unis] ou à 18 mètres », attestent les auteurs dans la revue PNAS.

Aucun avantage à la règle
des deux mètres de distance

Martin Bazant et John Bush, tous deux professeurs au MIT, ont modélisé la transmission du SARS-CoV-2 dans un espace fermé, à travers toute une série de facteurs : temps passé dans la pièce, dimension de la salle, filtration et circulation de l'air, port du masque, variants, taux d'immunisation, et activités des occupants (respirer, manger, parler ou chanter). Leur conclusion est sans appel : « Il n'y a pas davantage à la règle des 1,8 mètre, puisque tout le monde dans la pièce respire le même air », tranche Martin Bazant dans une interview à CNBC. « La distanciation sociale et le masque donnent un faux sentiment de sécurité dans les pièces fermées », poursuit-il.

La principale variable, pourtant négligée par les directives des autorités de santé, est le temps passé dans la pièce et le nombre de convives. « Plus le nombre d'occupants est grand et plus vous restez longtemps dans la pièce, plus le risque de contamination est élevé », résume Martin Bazant dans une interview au Washington Post.

Du coup, les règles de distanciation sociale et de taux d'occupa-



tion ont sans doute entraîné la fermeture injustifiée de nombreux lieux (écoles, entreprises, musées...). « Cet accent mis sur la distance est vraiment déplacé dès le début. Les CDC [qui établissent les recommandations de santé aux États-Unis, ndlr] et l'OMS n'ont jamais vraiment fourni de justification à cela. La seule explication scientifique que je connaisse est basée sur des études sur la toux et les éternuements, où ils examinent les grandes particules, alors que c'est très approximatif, vous pouvez avoir une portée plus longue ou plus courte, de petites et de grandes gouttelettes, etc. », relativise Martin Bazant. La transmission ne se fait en réalité pas directement par les gouttelettes contaminées, mais lorsque celles-ci se mélangent à l'air ambiant et voyagent dans toute la pièce.

Les restaurants et les lieux publics (théâtre, cinéma...) pourraient rouvrir mi-mai moyennant un protocole de sé-

curité drastique : distance minimale entre les tables, un siège occupé sur trois, jauge de 50 % de capacité d'accueil, pas plus de six à table, gel hydroalcoolique à volonté... Toutes ces contraintes seraient pourtant largement inutiles, si l'on en croit une nouvelle étude du MIT (Massachusetts Institute of Technology). « En intérieur, le risque de contamination est exactement le même que l'on soit à 1,8 mètre [distance de sécurité préconisée aux États-Unis] ou à 18 mètres », attestent les auteurs dans la revue PNAS.

Aucun avantage à la règle
des deux mètres de distance

Martin Bazant et John Bush, tous deux professeurs au MIT, ont modélisé la transmission du SARS-CoV-2 dans un espace fermé, à travers toute une série de facteurs : temps passé dans la pièce, dimension de la salle, filtration et circulation de l'air, port du masque, variants, taux d'immunisation, et activités des

occupants (respirer, manger, parler ou chanter). Leur conclusion est sans appel : « Il n'y a pas davantage à la règle des 1,8 mètre, puisque tout le monde dans la pièce respire le même air », tranche Martin Bazant dans une interview à CNBC. « La distanciation sociale et le masque donnent un faux sentiment de sécurité dans les pièces fermées », poursuit-il.

La principale variable, pourtant négligée par les directives des autorités de santé, est le temps passé dans la pièce et le nombre de convives. « Plus le nombre d'occupants est grand et plus vous restez longtemps dans la pièce, plus le risque de contamination est élevé », résume Martin Bazant dans une interview au Washington Post.

Du coup, les règles de distanciation sociale et de taux d'occupation ont sans doute entraîné la fermeture injustifiée de nombreux lieux (écoles, entreprises, musées...). « Cet accent mis sur la distance est vraiment déplacé dès le début. Les CDC [qui établissent les recommandations de santé aux États-Unis, ndlr] et l'OMS n'ont jamais vraiment fourni de justification à cela. La seule explication scientifique que je connaisse est basée sur des études sur la toux et les éternuements, où ils examinent les grandes particules, alors que c'est très approximatif, vous pouvez avoir une portée plus longue ou plus courte, de petites et de grandes gouttelettes, etc. », relativise Martin Bazant. La transmission ne se fait en réalité pas directement par les gouttelettes contaminées, mais lorsque celles-ci se mélangent à l'air ambiant et voyagent dans toute la pièce.

Source : Futura science

VACCINS

Un quart des Européens ont reçu au moins une dose

Plus d'un quart de la population de l'UE a reçu au moins une dose de vaccin anti-Covid, a salué mardi la Commission européenne, et plus de 9 % de ses habitants sont désormais entièrement vaccinés selon un décompte.

"La vaccination s'accélère en Europe: nous venons de dépasser les 150 millions de vaccinations (...) Nous aurons suffisamment de doses pour vacciner 70 % des adultes de l'UE en juillet", a tweeté Ursula von der Leyen, présidente de l'exécutif européen. Dans le détail, au moins 153,8 millions de doses ont été administrées à environ 112,4 millions de personnes, soit 25,1 % de la population de l'Union

européenne, selon des chiffres officiels publiés mardi à la mi-journée.

Au moins 41,9 millions de personnes sont complètement vaccinées (avec deux doses, ou avec le vaccin à dose unique de Johnson & Johnson), soit 9,4 % de la population.

La Commission, chargée des précommandes de vaccins au nom des États membres, table sur la livraison d'au moins 410 millions de doses au total sur l'ensemble du 2e trimestre (250 millions de doses BioNTech-Pfizer, 35 millions de Moderna, 55 millions de Johnson & Johnson, ainsi que 70 millions d'AstraZeneca). Bruxelles a été vivement critiqué pour le retard des

campagnes de vaccination dans l'UE, dû aux délais du processus d'approbation réglementaire et aux défaillances d'AstraZeneca dans les livraisons. Malgré la récente accélération, l'UE reste à la traîne des États-Unis (environ 30 % de la population entièrement vaccinée), le Royaume-Uni (23 %). En France, au 3 mai, quelque 22,82 millions de doses avaient été administrées au total à 16,13 millions de personnes, soit 23,9 % de la population. Parmi elles, 6,75 millions sont complètement vaccinées (10 % de la population).

En Belgique, 3,99 millions de doses ont été administrées et plus de 856.000 personnes sont complètement vaccinées (7,4 % de la population).



PORT DJEN DJEN/JIJEL

Hausse des échanges commerciaux durant le 1^{er} trimestre 2021

Le port de Djen Djen à Jijel a réalisé une croissance de l'ordre de 37 % des échanges commerciaux durant le premier trimestre de l'année 2021 comparativement à la même période de l'année précédente, a-t-on appris mardi de son P-dg, Abdesslem Bouab.

En effet, le Port de Djen Djen a enregistré durant les trois premiers mois de l'année 2021 une croissance des échanges commerciaux estimée à 37 %, comparativement à la même période de l'année 2020, soit l'équivalent de 1,5 million de tonnes de marchandises commercialisées, a indiqué à l'APS, M. Bouab.

La croissance enregistrée résulte de la hausse du volume des exportations, notamment de clinker, en sus de l'entrée en production du Complexe sidérurgique de Bellara situé à El Milia (56km à l'Est de Jijel) nécessitant le recours à l'importation de la matière première. Le Complexe a également procédé, la semaine dernière à l'exportation d'une quantité de 17.000 tonnes de billettes (dans une première opération d'exportation), a expliqué le P-dg du Port.

La croissance du volume des échanges devrait maintenir son rythme le long de cette année notamment en matière d'exporta-

tion", selon M. Bouab qui a fait également état d'autres opérations d'exportation par le Complexe sidérurgique de Bellara et des opérateurs économiques activant dans l'export du sel, du liège et du ciment.

Le port de Djen Djen projette d'atteindre cinq (5) millions de tonnes en termes d'échanges commerciaux durant l'année 2021, selon son premier responsable qui rappelle que le Port avait réalisé en 2020 une croissance des échanges commerciaux estimée à 7%, soit 4,75 millions de tonnes de marchandises commercialisées (entre import et export) en dépit des répercussions du coronavirus.

SOUK AHRAS

Raccordement à l'électricité rurale de plus de 100 exploitations agricoles

La direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Souk Ahras vient de lancer en coordination avec la concession de distribution de l'électricité et du gaz, une opération de raccordement à l'électricité rurale de 102 exploitations agricoles dans plusieurs communes de la wilaya, a-t-on appris mardi auprès de cette direction. Selon le chef du bureau de l'hydraulique agricole et des équipements ruraux de cette direction, Mabrouk Senani, cette opération permettra d'alimenter en énergie électrique les puits, les forages profonds, les étables et les structures avicoles des exploitations de 15 communes dont Targuelt, Heddada, Oum Laâdhaim, Khedhara, Merahna et Sidi Fredj.

La concrétisation de cette opération nécessitera, selon une première estimation, d'étendre 51,82 km de lignes électriques de haute tension et de basse tension, a-t-il affirmé en ajoutant qu'à terme, elle permettra d'élargir la surface agricole irriguée. Dans le même contexte, il a été dénombré huit fermes d'élevage de bovins et de volailles non raccordées au réseau d'électricité, selon le même responsable qu'il sera recouru "prochainement" à l'énergie solaire pour exploiter les forages éloignés du réseau d'électricité. L'opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route du secteur de l'agriculture et du développement rural pour la période 2020-2024 incluant des programmes à caractère prioritaire portant notamment sur le raccordement des exploitations agricoles au réseau d'électricité et à l'énergie solaire, a-t-on noté.

ITPA D'ORAN

Quatorze stagiaires en aquariologie en cours de formation

L'Institut technologique de pêche et de l'aquaculture (ITPA) d'Oran a lancé une formation en aquariologie, qui aborde la conception et l'équipement des aquariums, au profit de 14 stagiaires, a-t-on appris mardi de la directrice de cet établissement, Souad Mouffak.

Cette formation qui aborde également l'entretien des poissons d'ornement ainsi que les soins en cas de maladie, est une formation à la carte de courte durée que l'ITPA propose à chaque fois qu'il y a une demande, a expliqué la même responsable.

Les stagiaires sont en général des personnes souhaitant s'investir ou travailler dans le domaine de l'élevage et la vente des poissons d'ornement, a-t-elle indiqué.

La formation d'une durée de quatre jours, à raison de deux jours par semaine, a été entamée le 20 avril dernier. Elle prendra fin au cours de cette semaine, a déclaré Mme Mouffak, précisant que la grande partie de la formation est pratique.

"Nous essayons de transmettre les informations qui concernent l'aquariologie grâce à des exercices pratiques", a fait savoir la même source, ajoutant que l'aspect théorique est réduit dans ce genre de formation.

**NOUVEL HÔPITAL DE ZÉRALDA
Un pôle des services d'urgences à l'ouest d'Alger**

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Pr. Abderrahmane Benbouzid a indiqué, mardi à Alger, que l'hôpital de Zéralda (120 lits) sera dédié aux services d'urgences, ce qui l'érigera en pôle en la matière dans la région ouest d'Alger.



S'exprimant lors d'une visite d'inspection au projet de réalisation de l'hôpital de Zéralda (120 lits), le ministre de la Santé a affirmé que cette structure sanitaire sera un pôle des services d'urgences médicales à l'Ouest de la capitale, ce qui réduira la pression sur le reste des hôpitaux d'Alger.

Le taux d'avancement du projet est à 65% (selon la fiche technique), a précisé le ministre soulignant que le projet, lancé en 2010, accuse un "retard important", d'où la résiliation du contrat avec l'entreprise de réalisation avant de le confier à cinq (05) entrepreneurs algériens ayant relevé le défi. M. Benbouzid s'est dit satisfait de la qualité des travaux accomplis

jusqu'à conformément aux normes internationales, annonçant l'inauguration prochaine de cette structure.

De manière générale, l'hôpital disposera de toutes les spécialités, y compris la chirurgie générale, neurologique et orthopédique en attente de généraliser ces structures sur l'ensemble du territoire, a fait savoir le ministre, faisant état de la "réalisation, à l'avenir, d'hôpitaux similaires à Oran et Annaba, outre celui de Bordj Bou Arreridj en cours de réalisation". Le ministre n'a pas révélé le montant consacré au projet, précisant que "l'enveloppe financière double pour tout projet qui enregistre un tel retard".

A l'hôpital Salim Zmirli d'El Har-

rach, M. Benbouzid a inspecté 3 salles d'opérations chirurgicales dont s'est dotée cette structure sanitaire. Ces salles disposent d'équipements médicaux modernes, ce qui facilitera la tâche aux équipes médicales.

Cela intervient dans le cadre du plan du ministère pour le réaménagement des salles des urgences dans le cadre de la stratégie du secteur visant à optimiser les services assurés aux malades.

"L'amélioration des conditions de travail permettra aux équipes médicales d'optimiser les prestations accordées aux malades, conformément aux normes internationales, a-t-il dit, soulignant que "la généralisation des structures sanitaires de proximité permettra éga-

lement d'alléger la pression enregistrée au niveau des grands hôpitaux, y compris l'hôpital Mustapha Bacha (Alger) qui bénéficiera prochainement d'une autre entrée et d'une autre sortie pour éviter la congestion de la circulation causée par les véhicules à l'entrée qui donne sur la place du 1er Mai.

70 % des malades admis à l'hôpital peuvent être pris en charge au niveau des polycliniques. Le travail est en cours dans le cadre du plan du secteur pour orienter, au minimum, la moitié de ce taux vers les structures de proximité de manière à alléger la pression sur les hôpitaux, ce qui leur permettra d'accomplir les missions qui leur sont assignées.

WILAYAS DE MOSTAGANEM ET DE RELIZANE

Approvisionnement en eau dessalée de 11 communes

Le ministre des Ressources en eau, Mustapha Kamel Mihoubi a procédé, mardi à Mostaganem, à la mise en service du système d'approvisionnement en eau dessalée de 11 communes des wilayas de Mostaganem et de Relizane.

Le ministre, qui était accompagné du wali de Mostaganem, Aïssa Boulahia et du wali de Relizane Attalah Oulati, a déclaré que ce projet, réalisé en un temps record (5 mois) par une entreprise publique, contribuera à améliorer le service public de l'eau et sécuriser la Dahra ouest, une région connue une perturbation en approvisionnement de cette ressource vitale, après un recul sensible du barrage "Kramis".

Bénéficieront de cette eau au quotidien et sans coupure, près de 290.000 habitants de huit (8) communes de Mostaganem, à savoir Achaacha, Khadra, Ouled Boughalem, Nekmaria, Sidi Ali, Hadjaj, Benabdelmalek Ram-

dane et Sidi Lakhdar, ainsi que trois (3) communes de Relizane, à savoir Sidi M'hamed Benali, Beni Zentis et Mediouna, le tout pour un coût financier de près de 990 millions DA.

M. Mihoubi a indiqué que la stratégie actuelle du secteur des ressources en eau s'appuie sur la mise en œuvre de plusieurs alternatives pour alimenter les populations en eau potable, qu'il s'agisse de sources conventionnelles ou non conventionnelles et également pour sécuriser le service public au profit des citoyens.

A ce propos, le ministre a fait savoir que les capacités nationales de sources non conventionnelles (eau de mer dessalée) atteindront 2 milliards de mètres cubes par an en 2030 après la réalisation d'un nombre de stations de production d'eau dessalée.

Ce futur programme permettra un meilleur usage des différentes sources d'eau et de sécu-

riser l'alimentation des citoyens de façon définitive, avec l'exploitation des eaux épurées pour l'irrigation agricole et les projets de transformation.

M. Mihoubi s'est enquis, à la faveur de sa visite dans la wilaya de Mostaganem, d'un projet d'aménagement d'Oued Ain Sefra sur une distance de 5 kilomètres pour un coût global de 1,9 milliards DA, a insisté sur la nécessité d'appliquer la loi inhérente aux entreprises défaillantes et a donné son approbation en soutenant le restant des travaux de l'Office national de l'assainissement (ONA).

Dans la commune de Sidi Ali, le ministre a inspecté une station de traitement et d'épuration des eaux (STEP) qui est entrée en exploitation il y a quatre ans. Il s'agit de la seule parmi les 9 installations similaires dans la wilaya qui fonctionne avec une capacité totale de près de 90.000 mètres cubes par jour, a-t-on indiqué.

BEJAIA

Relogement imminent des sinistrés du séisme de mars dernier

Les sinistrés du séisme, qui a ébranlé Bejaia le 18 mars dernier, vont bientôt être relogés et pouvoir occuper leurs nouvelles demeures dans le nouveau pôle urbain d'Ighzer-Ouzarif à Oued-Ghir, à 10 km à l'ouest de Bejaia, a annoncé, mardi la cellule de communication de la wilaya, se basant sur l'avancée des travaux sur le site et la préparation des conditions d'accueil des attributaires.



Après les branchements électriques, qui ont concerné plus de 1.000 logements, et les essais, "concluants" d'alimentation en eau potable, réalisés à partir d'un piquage sur la conduite principale du barrage de Tichy-Haft, le tour est venu pour le volet gaz, matérialisé, ce mardi, par la mise en service du réseau public de transport et distribution de gaz, a précisé la même source, soulignant que, parallèlement, les travaux des voiries et réseaux divers (VRD) avancent à un rythme qui laisse pour le

moins optimiste. L'installation de l'éclairage public, la préparation de routes, des bordures et des voies d'accès vers les logements "avancent à un bon rythme", a-t-on précisé, notant que le wali de Bejaia, s'était rendu dans la journée sur le site et a constaté de visu, l'ensemble des opérations du chantier qui va profiter à plus de 5.000 foyers entre logements sociaux et AADL et dont "théoriquement 1.000 unités seront réservés aux sinistrés du séisme, sans pour autant que cette quote-part soit restrictives", a-t-on ajouté.

Il est noté que parmi les victimes de ce séisme qui a secoué lourdement toute la haute-ville de Bejaia, une trentaine d'entre elles ont déjà bénéficié, à titre d'urgence, mais temporaire, de logements, au quartier résidentiel de Sid Ali Lehar, à proximité de l'aéroport Abane Ramdane. Ces familles, relogées dans le cadre de l'urgence, sont appelées à être délocalisées et installées définitivement dans ce nouveau pôle urbain où se réalise plus de 16.000 logements (toutes formules confondues) destinés à une population prévisionnelle

pouvant atteindre 80.000 habitants. Les heureux bénéficiaires, dont les maisons ont été classées par le Centre de contrôle technique des constructions (CTC) en zone rouge, ont été logés dans des appartements de type F2, jouissant de tout le confort requis, notamment l'eau, l'assainissement, l'électricité, et ce, de surcroît dans un environnement très confortable notamment la présence, en son sein, d'une ombelle de commerces et d'administrations publiques et qui de plus est abondamment desservi par les transports publics.

BECHAR

Opération de réhabilitation dès l'été de 52 écoles primaires

Une opération de réhabilitation de 52 écoles primaires dans la wilaya de Bechar dont 30 écoles dans la commune du chef lieu sera lancée durant les prochaines vacances scolaires d'été, a-t-on appris mardi auprès de la cellule de communication de la wilaya. L'opération de réhabilitations des établissements scolaires, qui verra aussi la rénovation totale des équipements pédagogiques du premier palier de l'enseignement, s'inscrit dans le cadre des préparatifs de la prochaine rentrée scolaire 2021/2022 dans l'objectif d'améliorer les conditions pédagogiques d'accueil des élèves et également les conditions de travail de personnels enseignant, a-t-on indiqué. Le financement de cette opération, en cours de montage, sera assuré sur du budget de wilaya (BW) et les programmes communaux de développement (PCD), a-t-on expliqué. Auparavant une vingtaine d'écoles du même palier de l'enseignement ont fait l'objet d'opérations similaires à travers plusieurs collectivités de la wilaya dans le cadre du renforcement et de la réhabilitation des infrastructures du secteur de l'éducation dans la région pour une meilleure prise en charge des scolarisés. Des écoles primaires de plusieurs zones d'ombre, à l'exemple de Guetrani (200 km au nord de Bechar), ont également bénéficié de ce type de travaux de réhabilitation et de rénovation, a-t-on fait savoir.

LUTTE CONTRE LA COVID-19 À AÏN DEFLA

Désinfection de neuf daïras de la wilaya

Une opération visant la désinfection de neuf (9) daïras de la wilaya de Aïn Defla, a été lancée mardi dans le but d'endiguer la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), a-t-on appris de la directrice locale de l'Environnement. Intervenant en application des directives du wali de Aïn Defla, cette opération, menée en coordination avec les services de la Protection civile, de l'Algérienne des eaux, (ADE), de l'Office national de l'assainissement (ONA), de la Direction des travaux publics (DTP) et des Ressources en eau, s'étalera jusqu'à la fin du mois, avec une moyenne de trois daïras par semaine, a précisé Samira Maâmeri. "Avec l'augmentation du nombre de contaminations au nouveau coronavirus, il était en ne peut plus nécessaire de procéder à la relance des opérations de désinfection et de nettoyage à travers les communes de la wilaya, en exploitant toutes les ressources humaines et matérielles", a-t-elle souligné. A l'instar des opérations de nettoyage et de désinfection menées à l'appogée de la pandémie en 2020, celles qui ont été lancées mardi sont accompagnées d'une campagne de sensibilisation à l'adresse des citoyens pour leur rappeler la nécessité impérative de respecter des règles inhérentes au port du masque et de la distanciation physique. "Le virus est toujours là et la baisse de la vigilance de la part des citoyens peut avoir des conséquences imprévisibles", a-t-elle mis en garde.

BEJAIA

Des citoyens du village "colonel Amirouche" réclament des logements

Des habitants du village "Colonel Amirouche" (Ex-Riquet), située à la périphérie de la ville d'Akbou, à 70 km à l'ouest de Bejaia, ont réclamé mardi leur quote-part dans les programmes de logements en construction dans la circonscription. Selon le président de l'Assemblée populaire communale (APC) d'Akbou, Mouloud Salhi, ces villageois sont montés au créneau dès le début de la matinée, fermant la RN 26, reliant Bejaia à Bouira, notamment avec une foule d'objets hétéroclites. "Il y a 150 dossiers en dépôt à la commission

de daïra depuis des années, mais à ce jour aucun logement n'a été attribué", fulmine l'un des protestataires, joint par téléphone. "Le logement est un cas spécial et concerne en fait toute la commune, malgré l'effort palpable effectué ces dernières années et qui s'est matérialisé par l'attribution globale de plus de 6.000 logements sur un total de 11.000 demandeurs", a indiqué pour sa part le P/APC d'Akbou. "Les habitants du village Colonel Amirouche vont avoir leur écot à la prochaine distribution, qui concerne quelque 600 logements", a-t-il assuré, expliquant que la

commission de daïra y travaille d'arrache-pied depuis deux ans, mais elle n'a pas finalisé encore la liste définitive des attributaires. Et ça sera chose faite dès le retour de la pré-liste du fichier national", a-t-il ajouté, soulignant avec force conviction que "ces logements, dans leur intégralité, iront aux nécessiteux" et qu'à ce titre "aucun passe-droit ne passera". En milieu d'après-midi, la route a été rouverte après que le maire eut rencontré les manifestants et échangé sur le retard accusé dans l'affichage des listes et du traitement accordé aux autres doléances.



PRÉSIDENT DE LA FAF - CLUBS DE LIGUE 1

Réunion de travail aujourd'hui



Le nouveau président de la Fédération algérienne de football (FAF) Amara Charaf-Eddine, tiendra jeudi, en soirée, une réunion de travail à Alger, avec les présidents de clubs de la Ligue 1 professionnelle de football, a annoncé l'instance fédérale hier dans un communiqué. Cette réunion de travail, la première depuis l'élection de Charaf-Eddine le 15 avril en remplacement de Kheïreddine Zetchi, sera précédée par un f'tour, organisé par la FAF,

précise la même source. Au cours de cette réunion, "le président de la FAF va écouter les dirigeants de clubs qui devront faire part de leurs préoccupations et difficultés, notamment financières, toujours en pleine crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19", souligne le communiqué. "Cette réunion intervient à peine une semaine après la tenue du premier bureau fédéral et la demande pressante des clubs de rencontrer le

nouveau président de la FAF afin d'échanger sur plusieurs sujets, et surtout débattre sur les solutions et autres résolutions à prendre pour la survie du football professionnel en Algérie", conclut la FAF. Le président de la Ligue professionnelle de football (LFP), Abdelkrim Medouar, a tenu à la fin du mois d'avril dernier deux réunions conjointes LFP-présidents de club pour traiter divers points liés au professionnalisme et étudier les conclusions de la commission

de réflexion réunie le 24 avril. Cette dernière a été chargée d'élaborer un recueil des différents problèmes que traversent les clubs et de proposer des solutions en mesure de contribuer à la sortie de crise dans laquelle se débat le football professionnel. A l'issue de son élection, Amara Charaf-Eddine s'est engagé à revoir le mode du professionnalisme, en améliorant le système de compétition, actuellement à 20 clubs, en vue de la saison prochaine.

FOOT-ITALIE

Mourinho signe un contrat de trois ans à l'AS Rome

L'entraîneur portugais José Mourinho a signé un contrat de trois ans jusqu'au 30 juin 2024 avec l'AS Rome, a annoncé mardi le club de la Série A italienne.

"L'AS Roma est ravie d'annoncer qu'un accord a été conclu avec José Mourinho pour devenir le nouvel entraîneur-chef du club", a indiqué le club dans un communiqué, précisant que l'ex coach de Tottenham commencera sa nouvelle mission avant la campagne 2021-2022.

Mourinho succède à son compatriote Paulo Fonseca, nommé à la barre technique du club romain en juin 2019.

"La nomination de José est une étape importante dans la construction d'une culture gagnante à long terme et cohérente dans tout le club. Grand champion qui a remporté des trophées à tous les niveaux, José apportera un leadership et une expérience formidables à notre projet ambitieux", a ajouté le même source.

Mourinho, 58 ans, est l'un des entraîneurs les plus titrés de l'histoire du football, ayant remporté à ce jour 25 trophées majeurs au cours de sa carrière. Il avait assuré précédemment la barre technique du FC Porto, Chelsea, Inter Milan, Real Madrid, Manchester United et Tottenham Hotspur.

Mourinho est l'un des trois seuls managers à avoir remporté à ce jour l'UEFA Champions League avec deux clubs différents, un exploit qu'il a également réédité en UEFA Europa League. Il est trois fois vainqueur de la Premier League (avec Chelsea en 2005, 2006 et 2015), alors qu'il a également remporté des titres de premier plan en Italie, en Espagne et au Portugal.

"Merci à la famille Friedkin (ndlr, propriétaire du club) de m'avoir choisi pour diriger ce grand club et faire partie de leur vision", a déclaré Mourinho.

"Ensemble nous voulons construire un projet gagnant dans les années à venir", a-t-il ajouté.

A quatre journées de la fin du championnat national, l'AS Rome occupe la 7e place. Jeudi soir, elle joue sa demi-finale retour de Ligue Europa contre Manchester United (défaite 6-2 à l'aller).

R.S

FOOT - TRANSFERT

Javi Martinez va quitter le Bayern en fin de saison

Le champion du monde espagnol 2010 Javi Martinez quittera le Bayern à l'issue de son contrat en fin de saison, après y avoir remporté deux Ligues des champions et huit Bundesliga en neuf saisons, a annoncé mardi le club munichois.

A 32 ans, le milieu de terrain et le club "se sont mis d'accord pour ne pas prolonger le contrat, qui échoit au 30 juin". Aucune indication n'a été donnée sur la suite de sa carrière.

Arrivé en 2012 de l'Athletic Bilbao pour 40 millions d'euros, la plus forte somme jamais payée pour un transfert en Allemagne à l'époque, il a collectionné plus d'une vingtaine de trophées avec le Rekordmeister, et va probablement partir avec un neuvième titre de champion, que le Bayern peut décrocher dès samedi.

Il a participé aux deux triplés de l'histoire du club, remportant le championnat, la Coupe et la Ligue des champions en 2013 puis de nouveau en 2020. Ces succès s'ajoutent à ses victoires au Mondial-2010 et à l'Euro-2012 avec l'Espagne.

Moins utilisé ces deux dernières saisons, l'Espagnol a été un pilier de la grande équipe des années 2010, avec les Lahm, Schweinsteiger, Robben ou Ribéry, tous déjà partis.

"Faire venir Javi Martinez en 2012 avait été une décision difficile", s'est rappelé le patron du Bayern Karl-Heinz Rummenigge, "parce que l'indemnité de transfert représentait une somme absolument record pour nous. Mais la décision nous a rapporté de l'or".

"J'ai aimé ce club", a dit Martinez, "j'ai toujours tout donné pour lui. Le FC Bayern et ses fans resteront toujours dans mon cœur. Muchas Gracias, Dankeschon, Servus" (au revoir en Bavarois, ndlr).

R.S



FOOT / FC BARCELONE

La Liga enquête après une possible infraction du protocole

La Liga, l'organe qui gère le football professionnel en Espagne, a ouvert une enquête après le repas organisé par les joueurs du FC Barcelone au domicile de Lionel Messi, pour une possible infraction aux protocoles Covid-19 du championnat d'Espagne.



"Nous allons enquêter dessus", ont confirmé à l'agence de presse AFP des sources au sein de La Liga, qui considèrent que cette fête pourrait avoir donné lieu à "une possible infraction aux protocoles Covid".

Les joueurs du Barça, dont certains étaient accompagnés de leurs compagnes, se sont réunis

lundi au domicile de leur capitaine Messi, alors que les réunions de plus de six personnes sont interdites chez les particuliers à Barcelone.

Le but était de renforcer les liens entre eux autour d'un repas avant le sprint final de Liga et célébrer le titre en Coupe du Roi remporté mi-avril, en a déduit la presse catalane. Sur les photos

diffusées dans les médias, on a pu apercevoir des joueurs comme Sergi Roberto ou le jeune Pedri sortir de la maison de Messi. Sur une vidéo, on a également pu entendre des chants "Campeones, campeones!" (champions, champions ! en espagnol).

"L'agence de santé publique (régionale catalane) étudiera cette affaire et déterminera s'il faut

aller plus loin", a déclaré mardi le vice-président du gouvernement régional catalan, Pere Aragonès.

"Nous tenons à appeler tout le monde à respecter les mesures et à demander à ces personnes qui ont une notoriété publique de le faire de manière plus intense, car cela génère de l'exemplarité", a ajouté le dirigeant catalan.

R.S

FÉDÉRATION ANGLAISE DE FOOTBALL

Appel à légiférer "rapidement" contre les insultes en ligne

La Fédération anglaise de football (FA) a appelé le gouvernement à légiférer sans tarder pour obliger les réseaux sociaux à agir contre les insultes en ligne après quatre jours de boycott par les clubs, les instances et les joueurs.

Plusieurs d'entre eux, comme Marcus Rashford (Manchester United) et Reece James (Chelsea), ont été la cible d'insultes sur les réseaux sociaux ces derniers mois.

La Fédération anglaise de football, les clubs de la Premier League, de la deuxième division et de la Super Ligue féminine, mais aussi des organisations représentant les joueurs, les arbitres et les coaches, rejoignent par la suite par d'autres sports comme le rugby ou le cricket, avaient décidé de ne pas alimenter leurs comptes sur les réseaux sociaux du vendredi 30 avril jusqu'au lundi 3 mai. Dans un communiqué, la FA a affirmé que cette initiative "démontre notre colère collective mais ne suffira pas à éliminer les insultes".

"Nous allons continuer de demander aux propriétaires des réseaux sociaux de modifier le fonctionnement de leurs plateformes, aux gouvernements d'introduire rapidement une législation forte et de demander que les gens dénoncent et informent sur les insultes

en ligne quand ils les constatent".

Le gouvernement britannique avait annoncé en décembre dernier un projet de loi sur "la sûreté en ligne" qui devait "établir une référence mondiale en matière de sûreté en ligne, avec l'approche la plus exhaustive en termes de régulation en ligne". Jeudi dernier, dans un billet publié par The Sun, le ministre du Numérique, des Médias, de la Culture et des Sports, Oliver Dowden, s'était engagé à ce que l'examen parlementaire de la loi débute "rapidement", mais cela signifie qu'elle n'entrera très probablement pas en vigueur avant 2022. Le texte prévoit des amendes pouvant atteindre 10% du chiffre d'affaires mondial, ou le blocage des sites, "par exemple s'ils échouent à supprimer des insultes racistes".

"Nous demandons maintenant à Facebook, Instagram et Twitter d'utiliser leur pouvoir pour changer les choses et s'assurer qu'il y a de véritables sanctions pour la haine en ligne", a donc ajouté la fédération anglaise. "Nous invitons ces réseaux sociaux à répondre à nos demandes".

Dans un tweet, le club de Manchester United a affirmé que "le boycott est fini. Mais notre tâche d'éliminer toute forme de discrimination ne l'est pas".

R.S

PREMIER LEAGUE

Chelsea autorise des supporters aux réunions du conseil d'administration

Le FC Chelsea va permettre à trois représentants des supporters d'assister aux réunions de son conseil d'administration à partir de juillet, a annoncé le club londonien mardi. Le rôle de ces représentants sera "de faire en sorte que le sentiment général des supporters soit pris en compte dans les processus de prise de décision du club", explique Chelsea. Ces trois conseillers seront désignés par un vote et une procédure de sélection qui doit encore être discutée avec "le forum des fans (de Chelsea) et plusieurs groupes de supporters non officiels", a ajouté Chelsea. Chelsea avait fait partie avec onze autres clubs européens, dont cinq anglais, des promoteurs d'un projet de compétition européenne concurrente de la Ligue des Champions actuelle, avec vingt équipes, dont quinze places auraient été réservées tous les ans aux fondateurs. Cette idée avait été accueillie par un tollé, aussi bien de la part des supporters que des instances ou du monde politique et les six clubs anglais avaient fait machine arrière moins de 48 heures plus tard. Les supporters de Chelsea avaient été particulièrement virulents en manifestant devant Stamford Bridge avant un match contre Brighton et en bloquant le bus de l'équipe, quelques heures avant que le club renonce à participer au projet. Les trois représentants des supporters seront nommés pour une année seulement et devront être représentatifs de la population des supporters des Blues, qui est "diversifiée et inclusive", souligne encore le club. Ils devront s'engager à respecter la confidentialité des échanges au cours de la réunion, comme tous les administrateurs, mais ils n'auront pas de droit de vote au moment de la prise de décision. Ils participeront au moins à quatre réunions par an, mais seront tenus à l'écart de certaines rencontres portant sur les joueurs, le staff, le centre de formation ou d'autres questions relatives à ces thèmes là.

R.S

FOOTBALL

Le pied de l'étranger

Plus des professionnels du football de haut niveau, Zidane, Mahrez et Benzema sont des modèles de réussite inspirants pour les jeunes algériens, qu'ils soient nés ici ou à l'étranger.

Mahrez, Benzema et Zidane, des enfants d'émigrés de la deuxième et la troisième génération ont réussi à se hisser au plus haut degré de leur discipline. De part et d'autre de la Méditerranée, ils suscitent espoir et fierté. Les enfants terribles du football mondial risquent de se retrouver en finale de la Champion's league européenne en ce mois de mai. A l'heure où nous mettons sous presse, le résultat du match retour entre le Real Madrid et Chelsea n'est pas connu, mais on sait d'ores et déjà qu'au moins un fils du bled évoluera sous le regard de centaines de millions de spectateurs à travers la planète. Il est sûr qu'il jouera pour lui-même, pour son équipe mais aussi pour le pays de ses parents. Les trois gladiateurs des temps modernes sont nés dans le même pays. Ils partagent le talent, la pugnacité, la rage de vaincre et le sentiment de représenter les leurs, dans la France déclassée, mal aimée des banlieues, et en Algérie. Les trois joueurs possèdent aussi en commun la lettre Z. Elle orne leur nom de famille comme si le destin avait voulu les estampiller avec la deuxième consonne du sigle DZ, le symbole international de l'Algérie.

Ryad Mahrez, le plus jeune des trois a choisi d'endosser le maillot de l'équipe nationale d'Algérie avec laquelle il a obtenu la Coupe d'Afrique en attendant d'autres titres. Zinedine Zidane a gagné celles du monde et d'Europe sous les couleurs de la France. Karim Benzema qui, depuis des années, fait les beaux jours du Real Madrid a été pour sa part écarté par Didier Deschamps, le sélectionneur des « Bleus », pour une sombre affaire de sextape et de chantage encore en jugement. Il est pourtant jusqu'à preuve du contraire innocent et certainement l'un des meilleurs attaquants au monde. Il mérite amplement sa place parmi les coqs de l'hexagone, selon tous les spécialistes du foot, mais il en est proscrit à la manière d'un pestiféré. Certains soupçonnent le coach français de pulsions racistes, mais cette accusation n'a jamais été prouvée d'autant plus que celui-ci dirige une team multicolore dont plusieurs titulaires sont d'origine africaine.

Quoi qu'il en soit, les Algériens ne s'arrêteront pas à ces détails. Pour eux, leurs idoles sont tous des enfants du pays même s'ils sont nés et ont grandi en France dont ils possèdent la nationalité. Il en va de même pour les jeunes



« beurs » qui en sont encore plus fiers parce qu'ils s'identifient totalement à eux. Ils sont en quelque sorte leurs porte-étendards et un marqueur important de leur identité. A ceux-là, les milieux d'extrême-droite reprochent leur passion pour l'équipe d'Algérie et les célébrations qu'ils organisent à chaque fois qu'elle est victorieuse. On se souvient des sifflements qui sont montés en même temps que les notes de la Marseillaise au stade de France, le 6 octobre 2001, lors de la rencontre amicale entre la France et l'Algérie. L'incident avait profondément choqué et scandalisé ceux qui se définissent comme des patriotes de souche. Il avait remis en cause l'union sacrée « black-blanc-beur » qui avait soudé le pays de Jacques Chirac lors du Mondial 1998.

Aujourd'hui, au pays de Voltaire, c'est plutôt la méfiance et la fracture qui caractérise les relations entre les différentes communautés. Chacune se recroqueville dans son héritage identitaire, ses croyances et sur sa xénophobie. La parole raciste s'est même libérée et, officiellement, on n'hésite plus à évoquer le

« séparatisme » pour qualifier l'exacerbation du repli des habitants des cités sur eux-mêmes. Quoi de plus normal que le football, qui est la continuation de la guerre par d'autres moyens, soit devenu un enjeu de société décisif. Par esprit de provocation ou même d'appel à l'attention, le drapeau algérien est exhibé à la moindre occasion pour rappeler l'existence de toute une population parquée dans des ghettos. Sans vraiment le vouloir, Zidane, Benzema et Mahrez sont devenus des acteurs géopolitiques de premier ordre. Leurs matchs ne constituent pas un simple divertissement mais une bataille contre la condition d'impuissance qu'éprouvent les jeunes algériens d'ici et d'ailleurs.

Leur réussite est une source d'inspiration et une promesse d'ascension. Souvent rongés par le désespoir, il leur suffit de regarder un match comme celui qui vient de faire Mahrez contre le Paris Saint-Germain pour renouveler l'énergie et guetter la chance pour briller.

Mohamed Badaoui

Brèves

CLASSEMENT DES BUTEURS

Messaoudi (JSS) maintient la cadence en tête

L'attaquant de la JS Saoura Bilal Messaoudi, auteur d'un doublé mardi soir lors de la victoire décrochée à domicile face à l'Olympique Médéa (2-0), a creusé l'écart en tête du classement des buteurs avec 12 buts, à l'issue de la 20e journée du championnat de Ligue 1 de football.

Messaoudi (23 ans) a scellé le sort du match, en inscrivant deux buts coup sur coup (27e, 29e), permettant à la formation de la Saoura de conforter sa position de dauphin, et surtout revenir à quatre points du leader sétifien, tenu en échec dans son antre du 8-mai 1945 par l'USM Alger (1-1). Le goleador de la JSS compte désormais deux buts d'avance sur son poursuivant et attaquant du CR Belouizdad Hamza Belahouel (10 réalisations), auteur d'un doublé aussi lors de la large victoire du Chabab à domicile face à l'AS Ain M'ilia (5-1). Le duo de tête est talonné de près par Mohamed Amine Amoura (ES Sétif) et Samy Frioui (MC Alger), qui comptent 9 réalisations chacun. Les deux recrues hivernales du CRB Hicham Khalfallah (ex-O. Médéa) et Kheireddine Merzougui (ex-JSM Skikda) suivent derrière avec 8 buts chacun.

Pour rappel, trois joueurs avaient terminé co-meilleurs buteurs lors de la saison 2019-2020, suspendue en mars dernier en raison de la pandémie de coronavirus. Il s'agit de Mohamed Amine Abid (CS Constantine), Mohamed Tiaïba (AS Ain M'ilia puis Al-Taee Hail -Arabie saoudite- puis AS Ain M'ilia) et Abdennour Belhocini (USM Bel-Abbès puis Umm-Salal et Al-Wakrah/Qatar) avec 10 buts chacun.

R.S & APS

INTÉGRATION DES SPORTIFS D'ÉLITE

Le MJS lance une plateforme numérique pour les inscriptions à distance

Le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) a lancé une plateforme numérique pour permettre l'inscription sans déplacement des athlètes d'élite désireux bénéficier des mesures dérogatoires prévues dans l'arrêté interministériel fixant les conditions et modalités en matière d'accès, de promotion et d'intégration des sportifs d'élite dans certains corps spécifiques. Cette plateforme numérique (<https://survey.mjs.gov.dz>) permettra aux athlètes désirant bénéficier de ces mesures de s'inscrire sans déplacement aux services administratifs ainsi que le traitement transparent de l'ensemble de leurs demandes, indique le communiqué du MJS hier. L'arrêté interministériel, publié dans le Journal officiel N.28, a pour objet de fixer les conditions et modalités de mise en œuvre des mesures dérogatoires en matière d'accès, de promotion et d'intégration des sportifs d'élite et de haut niveau dans certains corps spécifiques gérés par le ministère chargé des sports et dans d'autres corps de l'administration publique ainsi que leur détachement, en application de l'article 4 du décret exécutif N.15-213 du 26 Chaoual 1436 correspondant au 11 août 2015, fixant les modalités d'application des dispositions statutaires relatives au sport d'élite et de haut niveau. « Cette plateforme numérique permet aux athlètes d'élite souhaitant bénéficier des mesures d'accès, de promotion ou d'intégration aux grades d'éducateur en activités physiques et sportives, d'éducateur principal en activités physiques et sportives ou de consultant sportif (...) de s'inscrire sans déplacement aux services administratifs ainsi que le traitement transparent de l'ensemble de leurs demandes », a ajouté le texte.

R.S

LIGUE 1 ALGÉRIENNE (20E JOURNÉE)

L'Entente reste leader, le Chabab s'éveille

L'Entente de Sétif a conservé le leadership de la Ligue 1 Algérienne de football malgré son nul à domicile contre l'USM Alger (1-1), concédé dans la nuit de mardi à hier, pour le compte de la 20e journée, ayant vu le champion sortant, le CR Belouizdad, réagir de fort belle manière après sa précédente défaite à domicile, en atomisant l'AS Ain M'ilia (5-1). C'est cependant le cas de dire que l'Aigle noir Sétifien l'y a échappé belle, car il avait commencé par concéder l'ouverture du score devant Bilal Benhamouda (56e), avant d'arracher l'égalisation grâce à Houssam-Eddine Ghacha, ayant transformé un penalty à la (81e). Un résultat qui arrange beau-

coup plus les affaires de l'Entente, qui reste bien accrochée à son fauteuil de leader, avec quatre longueurs d'avance sur son premier poursuivant au classement général, la JS Saoura, qui de son côté a assez facilement dominé l'Olympique de Médéa (2-0), grâce notamment au doublé de Bilal Messaoudi, aux 27e et 29e. Pour sa part, l'USMA, qui restait sur une importante victoire chez le CR Belouizdad (0-1) a laissé filer une belle opportunité de se relancer dans la course aux premiers rôles, et reste finalement septième au classement général, avec 32 points au compteur. Les plus grandes surprises de cette 20e journée ont probablement été la victoire du

NC Magra chez l'ASO Chlef (0-1), grâce notamment à l'insubmersible Hadj Bouguèche (1re), et surtout le nul (1-1), concédé par la JS Kabylie chez la lanterne rouge, le CA Bordj Bou Arréridj. Les Canaris étaient en effet irrésistibles avant ce mardi, aussi bien en championnat qu'en Coupe de la Confédération africaine, dont ils animeront prochainement les quarts de finale face au représentant tunisien, le Club Sportif Sfaxien. Ils étaient donc favoris face aux Criquets, même si ces derniers avaient l'avantage du terrain. Mais à la fin, il semble que ce soit « la volonté de survivre du CABBA » qui a pris le dessus. De son côté, le MC Alger a terminé son match contre

l'USM Bel-Abbès avec la peur au ventre, car après avoir mené assez confortablement (2-0), il a concédé un but à environ cinq minutes de la fin (ndlr, temps additionnel inclus) ce qui l'a un peu fait douter. Ce qui a été également le cas pour le Mouloudia d'Oran face au NA Hussein-Dey, qu'il a difficilement battu (3-2), alors que le duel WA Tlemcen - CS Constantine a été le seul de cette 20e journée à s'être terminé sur un score vierge (0-0). Un peu plus tôt dans l'après-midi, la JSM Skikda et le Paradou AC, qui évoluent tous les deux à domicile, avaient respectivement dominé l'US Biskra (2-0) et le RC Relizane (2-1).

R.S

USA-RUSSIE

Joe Biden espère rencontrer Vladimir Poutine en juin

Le président américain Joe Biden a déclaré mardi qu'il espérait rencontrer le président russe Vladimir Poutine lors de son voyage en Europe en juin. "C'est ce que j'espère et ce que j'attends. Nous y travaillons", a déclaré M. Biden aux journalistes sur une question pour savoir s'il prévoyait de rencontrer M. Poutine lors de son prochain voyage en Europe, sa première visite à l'étranger depuis son entrée en fonction en janvier. Joe Biden participera au sommet du Groupe des Sept (G7) qui aura lieu en Cornouailles, au Royaume-Uni, du 11 au 13 juin, ainsi qu'à des réunions bilatérales avec les dirigeants des membres du G7. Il se rendra ensuite dans la capitale belge Bruxelles pour participer au sommet de l'OTAN le 14 juin. Le président américain avait proposé un sommet avec son homologue russe en Europe cet été pour aborder une série de questions bilatérales. Les médias américains avaient quant à eux rapporté plus tôt que la Maison Blanche était en train de finaliser les détails du sommet. Les relations entre Washington et Moscou ont été tendues ces dernières années, les deux pays étant profondément divisés sur l'Ukraine et les questions de cybersécurité et s'accusant mutuellement d'ingérence politique au niveau national.

BREXIT

La tension monte entre Paris et Londres

"Inadmissible": la ministre de la Mer Annick Girardin a dénoncé mardi les conditions de pêche imposées aux marins français dans les eaux de Jersey, allant jusqu'à menacer implicitement de couper le courant sur l'île anglo-normande si l'accord conclu dans le cadre du Brexit n'était pas respecté. La France est prête à recourir à des "mesures de rétorsion" si les autorités britanniques continuent à restreindre l'accès des pêcheurs français à ces eaux, a affirmé mardi la ministre. Ces mesures de rétorsion, inscrites dans l'accord, "nous sommes prêts à les utiliser", a-t-elle déclaré lors de la séance de questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, faisant allusion à des répercussions éventuelles sur le "transport d'électricité par câble sous-marin" qui alimente l'île depuis la France. "Je regrette si on devait en arriver là", mais "on y sera s'il faut le faire", a ajouté la ministre. Elle s'est dite "révoltée, c'est le mot" en découvrant, au soir du 30 avril, que de nouvelles conditions d'accès avaient été décidées "unilatéralement" côté britannique. Selon son ministère, le Royaume-Uni a publié vendredi une liste de 41 navires français autorisés à pêcher dans les eaux de Jersey. Mais cette liste s'accompagne de nouvelles exigences "qui n'ont pas été concertées, discutées ni notifiées avant" dans le cadre de l'accord de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne le 1er février dernier.

YÉMEN

l'Iran appelle à la levée du siège



L'Iran a appelé à la levée de siège du Yémen, selon le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères Saeed Khatib Zadeh. "Pour mettre fin à la situation tragique au Yémen, le siège de ce pays doit être levé", a déclaré M. Zadeh, plaidant également pour "un cessez-le-feu dans tout le pays et le soutien au dialogue

yéménite". Selon l'Agence de presse iranienne (IRNA), Zadeh s'exprimait lors de sa conférence de presse à l'occasion de la visite du ministre des Affaires étrangères Muhammad Jawad Zarif iranien au Sultanat d'Oman et sa rencontre avec le chef de la délégation yéménite de négociation, Muhammad Abdul Salam. Le

porte-parole a indiqué que "Téhéran suit avec inquiétude les développements au Yémen et les mauvaises conditions humanitaires particulières dont souffre ce pays". L'agence a, par ailleurs, rapporté que Ali Asghar Khaji, le principal conseiller du ministre iranien des Affaires étrangères, a discuté lundi de la crise au

Yémen avec le représentant spécial de la Suède pour le Yémen, Peter Semneby. Les deux diplomates qui se sont retrouvés en ligne, se sont penchés sur les dernières évolutions liées au Yémen et le processus de paix dans le pays. Les discussions étaient axées sur les déplacements régionaux censés résoudre la crise.

CENTRAFRIQUE

Enquête ouverte sur des exactions attribuées à l'armée

Les autorités de Bangui ont annoncé l'ouverture d'une enquête sur des exactions présumées, attribuées par l'ONU à des militaires centrafricains et à des supplétifs privés russes qui les épaulent dans le conflit contre des rebelles. Selon un communiqué du gouvernement lu lundi à la radio nationale, la Mission de l'ONU en Centrafrique (Minusca) a remis au président Faustin Archange Touadéra une liste "d'allégations d'exécutions arbitraires/extra-judiciaires, tortures, violences sexuelles,

traitements cruels, inhumains et dégradants, arrestations arbitraires" commis entre décembre 2020 et avril 2021 et mettant "gravement en cause les forces nationales et bilatérales". Le gouvernement centrafricain "considère ce document comme étant de simples dénonciations", indique son porte-parole Ange Maxime Kazagui dans ce communiqué. "Cependant, eu égard à la gravité des allégations portées contre les forces de défense et de sécurité et les forces alliés (...) le gouvernement a d'ores et déjà instruit le ministre de la Justice d'ouvrir

une enquête judiciaire conformément à la loi", ajoute-t-il. "Il n'y a pas eu de rapport, mais nous avons transmis au gouvernement des informations pour attirer son attention sur certains faits", a précisé à l'AFP Vladimir Monteiro, porte-parole de la Minusca. Le ministre de la Justice a ordonné "la mise en place d'une commission d'enquête spéciale regroupant les trois parquets généraux de la République centrafricaine afin de faire la lumière sur les faits allégués", a déclaré lundi le procureur général Eric Didier Tambo.

HAÏTI

Le gouvernement maintient son référendum

Le gouvernement haïtien a confirmé mardi sa volonté d'organiser un référendum constitutionnel fin juin, malgré les critiques de la communauté internationale qui s'inquiète d'un processus pas assez "inclusif, participatif ou transparent", dans un pays miné par l'insécurité des gangs. "Un référendum est un acte de souveraineté. Il concerne essentiellement les Haïtiens: ce sont eux qui décident s'ils veulent ou non un référendum pour changer la Constitution", a réagi le Premier ministre haïtien Claude Joseph. Faute d'élections organisées ces dernières années, le président haïtien Jovenel Moïse se retrouve aujourd'hui à gouverner par décrets, sans contre-pouvoirs. Le pouvoir en place a élaboré un calendrier électoral chargé pour l'année 2021 afin de permettre le renouvellement démocratique de l'ensemble du personnel politique. Mais en plus des élections présidentielles, législatives et locales à l'automne, M. Moïse veut soumettre au vote populaire, le 27 juin, un projet de nouvelle Constitution. Lundi dernier, le Core Group (composé de représentants des Nations unies, de l'Union européenne et de l'Organisation des États américains ainsi que des ambassades d'Allemagne, du Brésil, du Canada, de la France, des États-Unis et de l'Espagne) s'est dit préoccupé par "ce processus n'est pas à ce stade suffisamment inclusif, participatif ou transparent".

ESPAGNE

Pablo Iglesias annonce son retrait de la politique

Pablo Iglesias, le leader du parti de gauche radicale Podemos, partenaire du Parti socialiste au sein de la coalition au pouvoir en Espagne, a annoncé son retrait de la vie politique après la déroute de la gauche aux élections régionales mardi à Madrid. "Nous avons échoué", a-t-il affirmé devant un groupe de militants de son parti, disant avoir l'impression d'être "le bouc émissaire qui mobilise

les sentiments les plus obscurs, les plus contraires à la démocratie". "Je crois qu'il est évident qu'aujourd'hui (...) je ne contribue pas à rassembler", a poursuivi M. Iglesias, 42 ans, fondateur et jusqu'alors chef de file de Podemos. Pour cette raison, a-t-il ajouté, "j'abandonne toutes mes fonctions, je quitte la politique dans le sens de politique partisane, politique institution-

nelle", afin de ne pas être "un obstacle à une rénovation de la direction qui doit se produire dans notre force politique". M. Iglesias a également qualifié de "tragédie" le triomphe du Parti populaire (PP, droite conservatrice), qu'il a décrit comme "la droite trumpiste", du nom de l'ancien président américain Donald Trump, et le bon score du parti d'extrême-droite Vox.

BARRAGE SUR LE NIL

L'internationalisation du différend

Les Etats-Unis sont prêts à jouer un rôle "efficace" dans le règlement du différend lié au barrage de la Renaissance construit sur le Nil bleu par l'Éthiopie, selon une délégation du Congrès américain, en visite à Khartoum. C'était prévisible et évident que les Etats-Unis ne restent pas indifférents à un tel conflit.

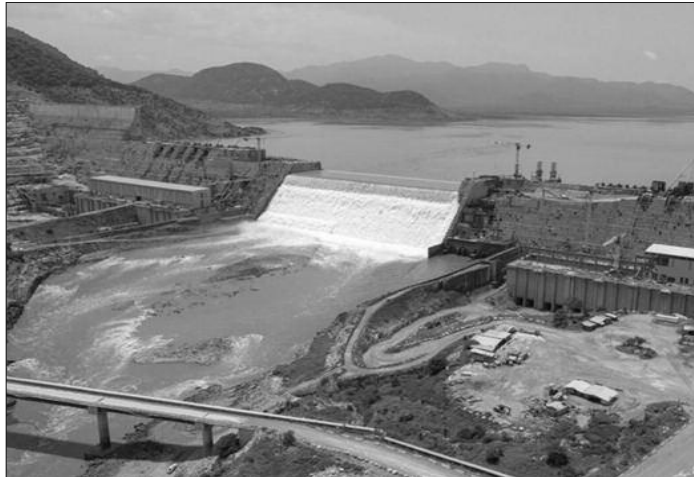
Le sénateur Christopher Coons, membre du Comité des Relations extérieures du Sénat américain à la tête de la délégation qui comprend également le sénateur Chris Van Hollen, a affirmé "la disposition de son pays à jouer un rôle efficace dans le dossier et de contribuer à encourager toutes les parties à parvenir à un accord qui prend en compte les intérêts et les soucis de toutes les parties (Soudan/Egypte/Éthiopie)".

Dans l'absolu, le barrage de la Renaissance peut être un noyau pour la coopération régionale compréhensive pour le profit de tous les pays et les peuples de la région moyennant l'échange des bénéfices". Seulement, il y a un réel et épineux problème. Cette « coopération régionale compréhensive » devrait être faite, à travers de la coopération entre les trois pays sur le remplissage et l'exploitation du barrage sur la base d'un accord contraignant qui requiert la présence de la volonté politique pour y parvenir et sa mise en œuvre, ce qui n'a pas été fait depuis 10 ans.

A contrario, les tensions égyptiennes et éthiopiennes au sujet du barrage de la Renaissance se sont intensifiées au cours de la dernière décennie. Alors que les préoccupations de l'Égypte au sujet de la pénurie d'eau pourraient conduire à des conflits à long terme, le développement interne pourrait atténuer les inquiétudes concernant la rareté des ressources en eau. Le désir de l'Égypte de retrouver sa position d'hégémonie régionale peut toutefois avoir une influence sur l'escalade des tensions.

Après neuf ans de discussions infructueuses entre l'Égypte et l'Éthiopie, la construction du grand barrage de la Renaissance éthiopienne (GERD) s'avère toujours une source de tension entre les deux États.

Désormais le conflit s'internationalise. Le président de l'Union africaine (UA), président de la RD Congo, Felix Tshisekedi, se rendra prochainement en Égypte, au Soudan et en Éthiopie dans le cadre d'une tournée pour discuter de la question du barrage de la Renaissance construit sur le Nil Bleu. "Tshisekedi m'a dit qu'il ferait bientôt une tournée qui inclurait le Soudan, l'Égypte et l'Éthiopie pour discuter de la question du barrage de la Renaissance", a déclaré le ministre soudanais des Affaires étrangères, Maryam al-Sadiq al-Mahdi, à l'issue de sa rencontre avec



le président de l'UA.

M. Tshisekedi lui a "assuré l'existence d'une coordination entre lui, en tant que président de l'UA, et le Secrétaire général des Nations unies et l'envoyé américain dans la Corne de l'Afrique, dans le but de trouver une solution à la question du barrage de la Renaissance.

Cette initiative va "dans la même direction que celle prônée par le Soudan, à savoir la nécessité d'impliquer le monde (dans la résolution de la crise) malgré la conviction du Soudan de la nécessité de résoudre les problèmes africains par les Africains".

Au cours des derniers mois, les négociations se sont concentrées sur la rapidité avec laquelle le barrage devrait être rempli par l'Égypte, craignant la sécheresse s'il était rempli trop rapidement. À la fin de l'année dernière, le dialogue interétatique a totalement cessé sans compromis entre l'Égypte, et sa peur de la sécheresse, et l'Éthiopie, qui s'efforce de développer sa capacité hydroélectrique. L'effondrement des négociations a vu diminuer les espoirs d'une approche collaborative et les craintes d'une relation antago-

niste grandir.

La triple volonté de l'Égypte, de l'Éthiopie et du Soudan pour la sécurité de l'eau risque d'entraîner des conflits, en raison de la menace toujours croissante posée par le changement climatique et de la croissance rapide de la population de ces pays. Cependant, il est possible que les mesures intra-étatiques deviennent moins tributaires de l'eau du Nil, grâce à un investissement plus important dans les technologies d'économie d'eau. L'Égypte a toujours été fortement tributaire de l'eau du Nil. Environ 90% de l'eau douce de l'Égypte provient du Nil, l'agriculture représentant environ 86% de l'ensemble des prélèvements d'eau du fleuve. Parallèlement, la population égyptienne a augmenté rapidement au cours de la dernière décennie. En 2000, l'ONU a estimé que la population atteindrait 96 millions d'habitants en 2026, mais en 2017, la population du pays avait déjà atteint 104,5 millions. La croissance démographique entraînera une augmentation du volume d'eau nécessaire pour fournir de la nourriture à la population croissante.

Idir Dahmani

BURKINA FASO

Au moins 25 morts dans une attaque dans l'Est

Au moins 25 personnes, dont deux supplétifs civils enrôlés dans la lutte antiterroriste, ont été tués et onze "terroristes neutralisés" lundi dans l'attaque d'un village de l'est du Burkina Faso, selon un bilan provisoire officiel publié mercredi. "Le lundi 3 mai 2021, des hommes armés non identifiés ont perpétré une attaque terroriste dans le village de Kodyèl (commune de Foutouri, région de l'Est) près de la frontière nigérienne. Le bilan provisoire (...) fait état de 25 personnes tuées, dont 2 Volontaires pour la défense de la patrie (VDP)", indique un communiqué du ministre de la Communication

Ousséni Tamboura. Les VDP sont des supplétifs civils engagés dans la lutte antiterroriste aux côtés des forces de défense et de sécurité burkinabè. Le gouvernement "tient à saluer la bravoure" de ces volontaires "qui ont su opposer une résistance héroïque à l'ennemi permettant de neutraliser onze terroristes", indique le communiqué. Trois jours après l'attaque, "les opérations de ratissage sont (toujours) en cours pour retrouver les bandits responsables de ces actes barbares et lâches menés contre des populations innocentes, notamment des femmes et des enfants", selon M. Tamboura.

Lundi, un bilan provisoire communiqué par un responsable des VDP dans la région Est du Burkina avait fait état de "20 à 30 morts". Ce responsable avait affirmé que "ce massacre aurait pu être évité", car "des alertes avaient été données et y a quelques jours sur la présence de terroristes dans la zone. Certains individus avaient déjà menacé les villageois, qu'ils accusent de les dénoncer ou d'encourager les volontaires qui les combattent. Il avait ajouté qu'une quinzaine de personnes avaient été blessées. Cette attaque est une des plus meurtrières depuis le début des opérations terroristes au Burkina Faso il y a six ans.

Elle est survenue une semaine après une embuscade contre une unité mixte anti-braconnage dans cette même région, à la suite de laquelle deux journalistes espagnols et un défenseur irlandais de la faune sauvage, d'abord portés disparus, ont été exécutés par les terroristes, selon les autorités du Burkina Faso. Pays pauvre d'Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso est en proie depuis 2015 à de fréquentes attaques terroristes, comme ses voisins le Mali et le Niger, menées par des groupes affiliés au groupe terroriste auto-proclamé "Etat islamique" (EI/Daech) ou Al-Qaïda.

R.I

TUNISIE

Le président favorable à un dialogue "différent" pour sortir de la crise

Le président tunisien, Kaïs Saïed, s'est déclaré mardi prêt à envisager un dialogue "différent" pour sortir son pays de la crise actuelle, affirmant que des solutions sérieuses devraient être recherchées pour répondre aux préoccupations du peuple tu-

nisien. M. Saïed a affirmé que le dialogue devrait être différent de ceux que le pays avait déjà observés dans le passé et constituer un cadre propice à l'élaboration des solutions issues de la volonté populaire, selon un communiqué publié par la présidence

tunisienne à l'issue d'une rencontre entre le chef de l'Etat tunisien et le secrétaire général du Mouvement du Peuple, Zouheir Maghazoui. La rencontre était consacrée à l'examen de la crise politique, économique et sociale que tra-

verse le pays et aux moyens de s'en sortir en présentant des propositions concrètes et efficaces, en phase avec la réalité et le vécu quotidien des Tunisiens et répondant à leurs aspirations, selon le communiqué.

R.I

MAHMOUD ABBAS (PRÉSIDENT DE L'AUTORITÉ PALESTINIENNE)

"Pas d'élections sans Al-Qods occupée"

Le président Palestinien, Mahmoud Abbas a réaffirmé mardi à Ramallah, le rejet de la tenue d'élections générales en Palestine "sans Al-Qods occupée", à la lumière du refus de l'entité sioniste de donner son accord pour l'organisation des scrutins dans la ville Sainte. "Nous ne reculerons pas, ni n'accepterons la tenue d'élections palestiniennes sans permettre aux habitants d'Al-Qods occupée de voter, de se présenter comme candidats au scrutin et de mener des campagnes électorales", a déclaré M. Abbas, lors d'une session du cabinet tenue au siège du Conseil des ministres dans la ville de Ramallah, selon l'agence palestinienne de presse, WAFA. Catégorique, le président Palestinien a indiqué qu'"Al-Qods occupée signifie la Palestine, et sans Al-Qods occupée", et qu'"il n'y aura pas un Etat de Palestine". M. Abbas a ajouté que le peuple palestinien "a de grandes et importantes capacités", qui peuvent faire avancer le pays afin qu'il soit "prêt" pour un Etat palestinien "fort et indépendant" avec Al-Qods, sa capitale. Pour le président Palestinien, la défense de "nos lieux saints islamiques et chrétiens", dont Al-Qods occupée, font partie du projet national palestinien.

Dans ce sillage, il a salué les habitants de Sheikh Jarrah, Silwan et d'autres quartiers relevant d'Al-Qods occupée pour leur "fermeté" face à l'occupation israélienne qui tente de s'emparer des propriétés palestiniennes, et d'expulser les résidents au profit des projets de judaïsation, qui ne peut changer le caractère palestinien de la ville Sainte.

"Cette fermeté palestinienne oblige le gouvernement à mettre en œuvre davantage de projets qui soutiennent la fermeté du peuple palestinien, en particulier à Al-Qods occupée, la capitale éternelle de l'Etat palestinien", a conclu le président Abbas.

Vendredi, M. Abbas a annoncé dans un discours télévisé que les élections générales de 2021 prévues pour le 22 mai étaient reportées jusqu'à nouvel ordre, soulignant que la direction palestinienne a décidé "de reporter les élections jusqu'à ce que (...) notre peuple puisse exercer ses droits démocratiques à Al-Qods occupée".

La tenue des élections sans la participation de la ville d'Al-Qods occupée serait une concrétisation du "deal du siècle", ce qui est totalement rejeté, avait indiqué à la presse le porte-parole de la présidence palestinienne, Nabil Abu Rouda. Fin avril, la Palestine a affirmé qu'elle recherchait à accroître la pression internationale sur l'entité sioniste pour permettre la tenue des prochaines élections à Al Qods occupée.

Les dirigeants palestiniens insistent pour que les élections générales se tiennent à Al-Qods occupée, comme lors des deux précédentes élections législatives tenues en 1996 et 2006, et de l'élection présidentielle de 2005.

Mais jusqu'à présent, l'entité sioniste n'a pas donné son accord à la demande de la Palestine de les organiser à Al-Qods occupée.

Les élections générales de 2021 comprendraient les législatives le 22 mai, la présidentielle le 31 juillet et celles du Conseil national palestinien, le plus haut organe de décision de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), le 31 août avait annoncé la présidence palestinienne.

R.I

WILAYA D'ALGER
CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE DE ZERALDA
COMMUNE DE STAOUELI
N° 92.../2021

Staoueli le, 02 MAI 2021

Avis d'Appel d'Offre National Ouvert avec Exigence de Capacités Minimales
N°16/2021
NIF : 41000200001608501052
Imputation budgétaire : Budget d'équipement

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale de Staoueli lance un appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales pour l'opération suivante :

« Réalisation du réseau d'assainissement (Lot 01 : Groupe d'habitation Si El Mokhtar (Route de Sidi Fredj) - Lot 02 : Groupe d'habitation Azirou (La colline) »

NB : Les soumissions peuvent soumissionner pour un lot ou plus et peuvent être retenus pour un lot ou plus.

Les moyens humains et matériels présentés pour un lot ne peuvent être évalués pour un autre lot.

Seules les entreprises justifiant les conditions d'éligibilité suivantes, peuvent soumissionner :

1- **Capacité professionnelle** : ayant le certificat de qualification et classification professionnelle en cours de validité de catégorie : **Quatre (IV) ou plus Activité Principale Hydraulique.**

2- **Capacité financière** : ayant une moyenne minimum, des chiffres d'affaires des trois dernières années, de 35 000 000.00 DA, justifié par les bilans financiers des années 2017, 2018 et 2019 visés par les services des impôts.

3- **Capacité technique** :

♦ Moyens humains : Un Ingénieur d'état ou master en Hydraulique, justifié par un diplôme et une attestation d'affiliations CNAS datée de trois (03) mois maximum.

♦ Moyens matériels : Camion 2,4T ou plus justifié par la carte grise jointe du contrat d'assurance en cours de validité.

♦ Référence professionnelles : ayant réalisé au moins Un (01) Projet de « travaux de réalisation de réseau d'assainissement » (les attestations devront être signées par le maître de l'ouvrage).

Les entreprises peuvent retirer le cahier des charges auprès du siège de la commune de Staoueli - boulevard KHAITI Ahmed « bureau des marchés », contre un paiement de 2000,00 DA, auprès du trésor communal de Staoueli, représentant les frais de reproduction.

Les offres doivent être composées de :

A-Dossier de candidature comprendra :

- la déclaration de candidature, dûment renseignée, signée et datée, selon le modèle ci-joint.
- la déclaration de probité, dûment renseignée, signée et datée, selon le modèle ci-joint.
- Les statuts pour les sociétés.
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- Tout document permettant d'évaluer les capacités des soumissionnaires cités, ci-dessus, dans l'éligibilité.

B-offre technique comprendra :

- Une déclaration à souscrire, dûment renseignée, signée, datée et paraphée selon le modèle ci-joint.
- Tout document permettant d'évaluer l'offre technique : Un **Mémoire Technique justificatif** (Selon le modèle joint en annexe) et tout autre document exigé en application des dispositions de l'Article 78 du décret Présidentiel 15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.
- Le cahier des charges paraphé portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté » signée et datée.

C-Offre financière comprendra :

- la lettre de soumission, dûment renseignée, signée et datée, selon le modèle ci-joint.
- le bordereau des prix unitaires (BPU), dûment renseignée, signée et datée.
- le détail quantitatif et estimatif (DQE), dûment renseignée, signée et datée.

Les trois dossiers sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » et « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention suivante :

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

Avis N° 16/2021 Appel d'offres National Ouvert avec Exigence de Capacités Minimales

« Réalisation du réseau d'assainissement (Lot 01 : Groupe d'habitation Si El Mokhtar (Route de Sidi Fredj) - Lot 02 : Groupe d'habitation Azirou (La colline) »

La durée de préparation des offres est fixée à **Douze (12) jours** à compter de la première parution de l'avis d'appel d'offre dans le BOMOP et les quotidiens nationaux. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Le jour de dépôt des offres correspond au dernier jour de la préparation des offres.

L'heure limite de dépôt des offres est fixée, au plus tard, à **12h00**.

Les soumissionnaires sont invités à la séance d'ouverture des plis qui se tiendra le dernier jour de la préparation des offres à **12H15** au siège de commune de Staoueli.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant trois (03) mois augmentés par la durée de préparation des offres à compter de la date d'ouverture des plis.

LE PRESIDENT DE L'APC

LA NATION 06/05/2021

ANEP 2116008309

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière

Direction de la Santé et de la Population de la Wilaya de Biskra
Etablissement Public de Santé de Proximité Sidi Okba
N° : 26 /EPSP/Sidi Okba/2021

Sidi Okba, le 29 AVRIL 2021

Annnonce de Recrutement

Le Directeur de l'Etablissement Public de Santé de Proximité de Sidi Okba lance un avis d'ouverture d'un concours de recrutement aux postes suivants :

Grade	Type de recrutement	Conditions de Participation	Spécialité requise	Nombre des postes budgétaire ouverts	Autres conditions
Médecin généraliste	Concours sur titre	les candidats titulaires du diplôme de docteur en médecine ou d'un titre reconnu équivalent	Médecin généraliste	05	

Le dossier doit comprendre les documents suivants :

- Demande manuscrite
- Une copie de la carte d'identité
- Une copie du certificat ou diplôme avec relevé des notes de fin d'études
- Fiche de renseignements à compléter par le candidat
- Le cas échéant, un certificat attestant l'expérience professionnelle.

Fin des inscriptions et dépôt des dossiers :

- Le dossier doit être déposé en mains propres par le candidat auprès du service des personnels de l'Etablissement dans un délai des 15 jours ouvrables à compter de la date du premier jour de la publication de cette annonce.

Observation :

- Les dossiers envoyés par poste ne seront pas pris en compte.

LA NATION 06/05/2021

ANEP 2116008334

**Espace
réservé
à la pub**

Coldplay : le nouvel album sortira avant la fin de l'année

Le groupe reviendra ce vendredi avec son nouveau single "Higher Power" tandis que l'album, potentiellement intitulé "Kaotica", devrait voir le jour d'ici la fin de l'année. Coldplay est de retour. A contre-courant des artistes de leur génération, qui privilégient YouTube comme pour lancer leurs nouveaux titres, la formation britannique a décidé d'utiliser TikTok, réseau social à la cible plus jeune.

C'est sur cette plateforme que le groupe a dévoilé ce mardi 4 mai Higher Power, son nouveau single. La vidéo y sera disponible en exclusivité pendant 24 heures, en attendant la sortie officielle ce vendredi 7 mai. Coldplay prépare son neuvième album studio. Selon le tabloïd The Sun, celui-ci s'intitulera Music of the Spheres. Le groupe avait annoncé son retour il y a quelques semaines dans un message cryptique. Le groupe a sorti son dernier disque en novembre 2019. Intitulé Everyday Life, ce huitième disque du groupe mené par Chris Martin s'est écoulé à un million d'exemplaires dans le monde. On y trouve des titres comme Orphans et Arabesque, avec Stroma.

«Young Heart» l'envoutant nouvel album de Birdy dévoilé

La jeune chanteuse dévoile son quatrième album studio « Young Heart » après cinq ans d'absence. Auteure, compositrice et interprète britannique, Birdy a connu un succès planétaire dès l'âge de 16 ans avec sa reprise de Skinny Love. Elle a depuis sorti 3 albums dont deux sont certifiés platine. La jeune artiste a aujourd'hui un palmarès impressionnant: une nomination aux Brit Awards, 1,6 milliards de stream et 4,7 millions d'albums vendus. Ce nouvel album, Young Heart, composé de 16 titres semble être une renaissance musicale, cinq ans après Beautiful Lies.

En effet, son succès planétaire est arrivé très vite. Premièrement grâce à sa fameuse reprise de Bon Iver, Skinny Love, utilisée pour dans la série Vampire Diaries. Puis, il y a eu la chanson Just a Game pour le film Hunger Games. Le besoin de prendre du recul et surtout du temps pour continuer sa carrière de façon saine a alors été nécessaire. Aujourd'hui son quatrième album Young Heart semble raconter ses moments de solitude et d'étapes charnières dans sa vie d'artiste. Entre ombre et lumière, Birdy met en avant les faiblesses et les qualités de tout un chacun. Le tout dans un album aux sonorités apaisantes.

NOUVEL EXTRAIT DE L'ALBUM "HI" "Moonstar" : Texas sur des airs country

Texas revêt son plus beau Stetson. Sur "Moonstar", nouveau morceau extrait de l'album "Hi", le groupe opère un virage plus country.

Annoncé pour le 28 mai prochain; "Hi", le nouvel album du groupe, a d'ores et déjà été défendu par le morceau-titre qui prenait des airs urbains grâce à la présence de la mythique formation Wu-Tang Clan. Ensuite, pour "Mr Haze", Sharleen Spiteri ont pris la machine à remonter le temps direction les années 60 avec un titre clairement inspiré de la soul de Motown et samplé sur un titre de Donna Summer. Un double programme étonnant pour la bande écossaise qui, après avoir un temps pensé à replonger dans des titres écrits durant les sessions de l'album "White on Blonde" (1997), a finalement décidé d'écrire de toutes nouvelles chansons. « Notre enthousiasme à trouver ce trésor de chansons est entré en collision avec notre excitation et de nouvelles chansons



ont commencé à venir. On peut dire qu'on a été inspirés par nous-mêmes (...) Être capable de prendre du recul par rapport à ce que vous avez accompli vous donne une perspective différente. Notre seul but a toujours été de faire de la bonne musique » prévenait d'ailleurs Sharleen Spiteri dans un communiqué.

Alors que la tournée des 30 ans de l'album "Southside" a été reportée à 2022, Texas continue de présenter son nouvel album "Hi". A quelques semaines de sa sortie, la formation déroute une nouvelle fois en proposant "Moonstar". Après la pop teintée de rap et la soul, le groupe nous emmène sur les terres américaines

avec ce morceau blues-country qui sent bon le désert aride et l'ambiance d'un western grâce à ses riffs de guitares et à son solo d'harmonica. « Moonstar / You're my moonstar / In the sky / Looking down on me / You're my moonstar / That's what you are ».

Clip "Daniel" : Will Young déclare sa flamme avant l'album "Crying On The Bathroom Floor"

Will Young revient avec un album de reprises ! Le chanteur britannique revisitera les titres de London Grammar, Robyn ou Lykke Li sur ce projet attendu en août. Premier gagnant de l'émission "Pop Idol", équivalent à "Nouvelle Star", au Royaume-Uni, le chanteur a rencontré un énorme succès dès ses débuts. Décrochant quatre singles numéros un des ventes outre-Manche avec "Anything Is Possible" et "Evergreen" ou encore "Leave Right Now", l'artiste a publié pas moins de sept albums depuis 2002, dont quatre ont démarré en tête des charts anglais. Deux ans après "Lexicon", au succès plus discret, Will Young s'apprête à enchanter ses fans avec un huitième projet solo, qui ne sera pas composé de titres originaux. Non, pour "Crying On The Bathroom Floor", l'interprète de "Brave Man" a eu envie de rendre hommage aux femmes.

En effet, Will Young reprendra des titres interprétés à l'origine par des artistes féminines sur ce nouvel album "Crying On The Bathroom Floor", toujours produit par Richard X. Le disque sortira le 6 août prochain. Ici, les auditeurs pourront l'entendre revisiter "Strong" de London Grammar, "I Follow Rivers" de Lykke Li, "Indestructible" de Robyn, "Everything is Embarrassing" de Sky Ferreira, mais aussi "Crying On The Bathroom Floor" de MUNA, qui donne son nom au projet, "Missing" d'Everything But The Girl, "Elizabeth Taylor" de Clare Maguire ou encore "Daniel" de Bat For Lashes. « Après 18 ans à enregistrer et interpréter de nombreux morceaux originaux, j'ai adoré l'idée de créer un album qui rend hommage à certaines des artistes féminines modernes que j'admire tant » explique le chanteur de 42 ans.



Clip : Billie Eilish dénonce l'abus de pouvoir dans sa chanson YOUR POWER



Après avoir révélé la date de son prochain album « Happier Than Ever », prévu pour le 30 juillet prochain, Billie Eilish se met en scène pour le morceau « Your Power » écrit pour dénoncer les abus de pouvoir. Elle a dévoilé, mardi, la cover ainsi que le tracklisting sur ses réseaux sociaux. Intégralement composé avec son frère Finneas à Los Angeles, l'album comprend 16 titres. On retrouve deux morceaux connus des fans : my future et son dernier single en date Therefore I Am qui se classe encore #6 de l'airplay top40 aux Etats Unis après avoir occupé la première place pendant plusieurs semaines et s'être hissé 2 du Billboard Hot 100. Il y a quelques jours Billie Eilish présentait le clip de son morceau Your Power. « C'est l'une de mes chansons préférées parmi celle que j'ai écrites. Je me sens très vulnérable en la publiant parce qu'elle me tient énormément à cœur » écrit la chanteuse sur Instagram. Son dernier et premier album studio WHEN WE ALL FALL ASLEEP, WHERE DO WE GO ? est sorti il y a plus de deux ans, le 29 mars 2019. Avec plus de 17 millions d'exemplaires vendus dans le monde, il est certifié double disque de platine. Ce nouveau projet musical risque de recevoir un succès aussi immense, voire encore plus impressionnant.

Lana Del Rey : son nouvel album "Blue Banisters" sortira le 4 juillet

Sur ses réseaux sociaux, Lana Del Rey vient de confirmer la sortie de son nouvel album "Blue Banisters" pour le 4 juillet. Lana Del Rey vient d'annoncer la sortie de son nouvel album "Blue Banisters" pour le 4 juillet. Sur ses réseaux sociaux, la star américaine a confirmé l'information en partageant ce qui semble être la pochette du disque, une photo d'elle qui n'a pas manqué de faire réagir, et ces quelques mots : « Album disponible le 4 juillet. Blue Banisters ». Alors qu'elle vient tout juste de publier son dernier disque, le salué "Chemtrails Over The Country Club", il



ya un mois, l'interprète de "White Dress" semble donc fin prête à enchaîner rapidement avec de nouvelles chansons. Sans doute que le joli succès rencontré par ce récent album, numéro un au Royaume-Uni, numéro deux aux Etats-Unis et troisième en France, soit son meilleur démarrage depuis "Ultraviolence", l'a motivé à accélérer la cadence. Néanmoins, Lana Del Rey a rapidement rétorqué en confirmant que cette annonce d'album pourrait bien se concrétiser pour le début de l'été. Sur ses réseaux sociaux, la chanteuse a posté une vidéo de 30 secondes teasant un nouveau titre, probablement "Blue Banisters".

TÉLÉ

VISION



TF1 HPI



21h05

Toute l'équipe s'affaire sur l'enlèvement de deux petites filles. Isolé et instable, leur père Franck Sorin paraît être le suspect idéal.

france.3 Potiche

21h05



En 1977, dans la riche famille Pujol, Robert, le père, est connu pour son autoritarisme.

M Cendrillon



21h05

La petite Ella grandit heureuse dans une famille aimante. Mais la mort de sa mère bien aimée ternit ce bonheur.

arte Salamander

20h55



Le Premier ministre reçoit un appel du chef de cabinet du roi. Ce dernier lui fait part de son inquiétude concernant la vague de suicides.

TMC Hunger Games



21h15

Pour punir et soumettre le peuple, le pouvoir organise tous les ans un jeu de survie, retransmis à la télévision.

CANAL+ A Teacher

21h05



Quelques mois après les faits, Eric est à l'université. Il a intégré la fraternité Omega Kappa Beta où sa réputation l'a précédé.

gulli Le meilleur pâtissier



21h05

Six pâtissiers amateurs ayant déjà participé à l'émission font leur retour sous la tente, en compagnie d'un proche.

Britney Spears
trouve "hypocrites"
les documentaires
sur sa vie



Britney Spears dénonce «l'hypocrisie» derrière les récents documentaires censés retracer sa vie et sa carrière. Dans un message posté sur Instagram, la chanteuse s'agace de la vision qu'ils donnent de son passé, en particulier des heures difficiles qu'elle a vécues en 2007 et sa mise sous la tutelle de son père dont elle demande actuellement à se défaire. La star fait référence à «Framing Britney Spears», documentaire produit par le New York Times dévoilé en février, et «Britney: fans, cash et conservatorship», diffusé par la BBC le week-end dernier. «2021 est définitivement meilleure que 2020 mais je ne pensais pas que ça se passerait comme ça. Tellement de documentaires à mon sujet cette année, qui relatent les points de vue d'autres personnes sur ma vie... Que puis-je dire... je suis profondément flattée ! Ces documentaires sont tellement hypocrites... ils critiquent les médias et font exactement la même chose», écrit Britney Spears en légende d'une vidéo sur le réseau social. L'artiste reproche également aux médias de se concentrer uniquement sur les moments les plus difficiles de son existence au lieu de montrer ses joies et ses réussites. « Je ne vous connais pas, mais je suis ravie de vous rappeler que même si j'ai vécu des moments assez difficiles dans ma vie... j'ai vécu des moments plus incroyables dans ma vie et malheureusement, mes amis..., je pense que le monde est plus intéressé par le négatif », déplore-t-elle. En mars dernier, l'interprète de Toxic avait déjà fait savoir que le documentaire «Framing Britney Spears» l'avait faite « pleurer pendant deux semaines ». Alors que deux nouveaux documentaires sont actuellement en préparation, un pour Netflix et un autre par Britney elle-même, rapporte la BBC, sa bataille judiciaire autour de la tutelle de son père se poursuit.

Quotidien National d'Information
Edité par la SARL NATION EDITION
Capital social de 100 000,00 DA

Directeur général
Omar ATTIA

Directeur de la Publication
Mohamed BOUAZDIA

Impression
Centre : SIA
Est : SIE
Sud : SIA
Ouest : SIO

Distribution
Centre : La Nation
Est : La Nation
Sud : La Nation
Ouest : La Nation

Pour toutes vos
publicités, contacter
ANEP, 1 rue Pasteur
Alger-Centre
Tél/Fax : 023 50 80 05

Siège social
30, rue Mehdi Ben Toumert, Bologhine, Alger

Siège de la rédaction
3, rue Ali Boumendjel, Square Port-Saïd, Alger-Centre
Tél/Fax : 021 71 47 67

RIB : BDL 005 00170 4002162000 18

Tous les manuscrits, lettres et tous documents remis à la rédaction
ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

CLOTURE DU FESTIVAL DE PORTO Le Premier prix de la compétition au film japonais "Suicide Forest Village"

La 41^e édition de Fantasporto s'est achevée mardi, l'un des premiers grands événements culturels à revenir avec un public.

Le Festival International du Cinéma fantastique de Porto au Portugal a dévoilé le palmarès. A l'honneur de cette 41^e édition, le cinéma japonais et hongrois. "Suicide Forest Village" de Takashi Shimizu a remporté le Premier prix de la compétition. Ce long métrage s'inscrit dans la longue tradition des films d'horreur japonais. Inspiré de la fameuse «suicide forest» Aokigahara au Japon, où plusieurs personnes se rendent pour mettre fin à leurs jours, Suicide Forest Village (Jukai Mura) prenait l'affiche le 5 février dernier au Japon. Un jour, une mystérieuse boîte est arrivée et une malédiction a commencé à se répandre partout. Deux sœurs redécouvrent leur histoire en même temps qu'une mystérieuse boîte maudite. La source de la boîte est «Jukai Village». Le village est caché dans la forêt de Jukai, un lieu de suicide où une fois que vous y entrez, vous ne pouvez jamais en sortir. Yumi Adachi, Hideko Hara, Fujii Kamio, Haruka Kudo et Jun Kunimura sont de la distribution.

"Hideo Nakata et moi-même avons été à la tête du mouvement "J-horror", le cinéma d'horreur au Japon, et je pense qu'il est temps que la jeune génération joue un rôle plus important", a réagi Takashi Shimizu. "Des films comme celui-ci ou "Ghostmaster", qui a gagné l'an dernier dans le même festival, sont très importants pour garder vivant ce genre de cinéma au Japon", dit-il. "Post Mortem", de Péter Bergendy est l'autre grand vainqueur, avec les prix du Meilleur film et du meilleur scénario. Le film est l'un des temps forts cette année. Déjà primé au festival de Trieste, c'est l'un des premiers films d'horreur hongrois. Un village plein de fantômes, un photographe et une petite fille se confrontent aux fantômes d'un village hanté après la Première Guerre mondiale. C'est l'un des premiers films d'horreur produits en Hongrie. Autre film hongrois distingué dans une section parallèle pour les films indépendants, "Preparations to Be Together for an Unknown Period of Time", de Lili Horvát, avec les prix du meilleur film et de la meilleure actrice



pour Natasa Stork. Étrange histoire, où une neurochirurgienne quarantenaire abandonne sa carrière aux Etats-Unis pour revenir à Budapest et vivre avec l'homme de sa vie, sauf que... ce dernier prétend ne pas la connaître. "C'est un immense honneur et je

ne m'y attendais pas", a réagi la réalisatrice, et "c'est une joie particulière d'être récompensée avec Natasa, car ce film n'est rien sans elle". Le film s'était déjà distingué dans d'autres festivals à Venise et Toronto.

Nor.H

"Minari" attire plus d'un million de spectateurs

Le film oscarisé «Minari» a dépassé mardi la barre du million d'entrées en Corée du Sud, 60 jours après sa sortie. Après son lancement le 3 mars dernier, le film réalisé par l'Américain d'origine coréenne Lee Isaac Chung a occupé la tête du box-office local trois semaines d'affilée. Après avoir cédé la première place au blockbuster hollywoodien «Godzilla vs. Kong», il s'est maintenu dans le Top 10.

Le film s'est hissé à la deuxième place le 27 avril dernier un jour après que Youn Yuh-jung, qui joue le rôle d'une grand-mère dans le film, a reçu l'Oscar de la meilleure actrice dans un second rôle. Il est ainsi devenu le troisième film à franchir ce cap cette année après le film d'animation de Pixar «Soul» et le film d'animation basé sur le manga Kimetsu «Demon Slayer - Le Train de l'Infini».

Souhaitant vivre le «rêve américain», une famille américano-coréenne déménage dans une petite ferme de l'Arkansas où le père de famille veut devenir fermier. La maison familiale change complètement avec l'arrivée de la grand-mère sournoise, grossière. Son petit garçon devra s'habituer à cette nouvelle vie et à la présence d'une grand-mère coréenne qu'il ne connaissait pas.

A.B

Le philosophe Jürgen Habermas refuse le Prix littéraire Cheikh Zayed

Les organisateurs du Prix littéraire Cheikh Zayed, du nom du fondateur de la fédération des Emirats Arabes Unis, ont déclaré regretter le refus du célèbre philosophe allemand Jürgen Habermas d'accepter le titre de "Personnalité culturelle de l'année" et la dotation l'accompagnant. Le philosophe a affirmé qu'accepter le prix et la dotation d'un million de dirhams (environ 226000 euros) était "une mauvaise décision" et qu'il y "mettait fin". "Je n'avais pas été informé du lien étroit entre l'institution qui remet le prix à Abou Dhabi et le système politique" des Emirats, fédération de sept principautés



héréditaires, a-t-il ajouté. Riche pays du Golfe, les Emirats arabes unis sont régulièrement accusés par les ONG de violations des droits humains, d'hostilité envers

la liberté d'expression et d'intolérance à l'égard de toute opposition politique. "Le Prix littéraire Cheikh Zayed regrette la décision de M. Jürgen

Habermas (...) mais la respecte", a indiqué l'institution dans un communiqué. "Le prix incarne les valeurs de tolérance, de connaissance et de créativité tout en construisant des ponts entre les cultures, et il continuera à remplir sa mission en ce sens", a-t-elle ajouté. Chaque année, l'institution attribue des récompenses pour un total de 1,58 million d'euros. Figurant parmi les intellectuels les plus influents de sa génération, Jürgen Habermas, 91 ans, avait été désigné "Personnalité culturelle de l'année" le 30 avril, "une reconnaissance pour sa longue carrière qui s'étend sur plus d'un demi siècle".

R.C

Le Goncourt de la poésie Robert Sabatier 2021 couronne Jacques Roubaud

Le Goncourt de la poésie Robert Sabatier a couronné, mardi, Jacques Roubaud, pour l'ensemble de son œuvre. Le jury a rappelé la polyvalence de ce "grand poète", par ailleurs mathématicien, essayiste et écrivain. Celui qui se définit comme un "compositeur de mathématique et de poésie" est l'auteur d'une cinquantaine d'ouvrages. En mars 2020, il a publié Entretiens d'Étretat, des échanges qu'il a eu avec Michel Chaillou, ainsi que Rondeaux: poésies, des petits poèmes animaliers et illustrés, réédités chez Gallimard jeunesse. Il avait déjà été distingué par le Grand prix national de la poésie (1990) et le Grand prix de littérature Paul-Morand de l'Académie française (2008). Le Goncourt de la biographie, le Goncourt de la nouvelle et le Goncourt du premier roman ont été remis au même moment. L'année dernière, le Goncourt de la poésie avait été remis au poète et fondateur de la revue Po&sie, Michel Deguy.

AFP

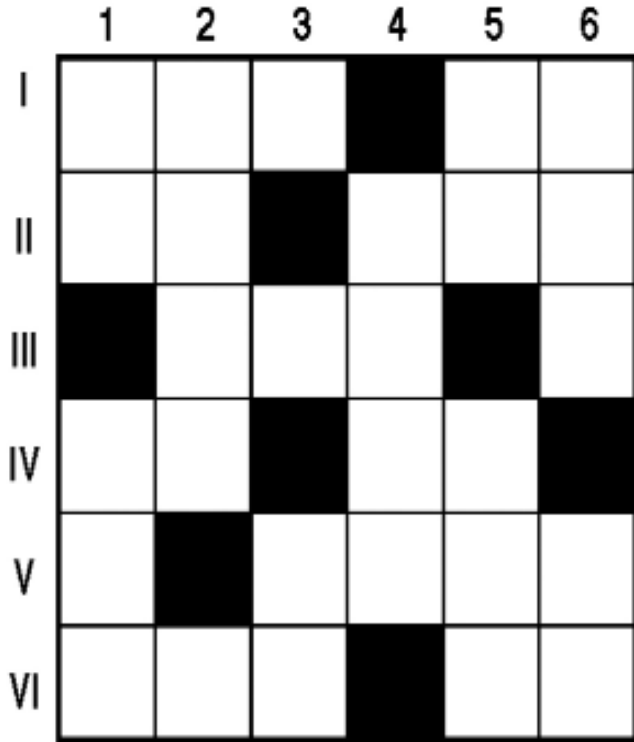
Bruce Springsteen recevra le prix Woody Guthrie 2021

Le musicien américain Bruce Springsteen recevra le prix Woody Guthrie 2021, qui récompensera son travail pour perpétuer l'héritage du chanteur et compositeur folk. Le prix honorifique sera remis par le Woody Guthrie Center, lors d'un événement virtuel, qui aura lieu le 13 mai. «Avec 20 albums studio, Springsteen a utilisé sa capacité à raconter des histoires pour écrire des chansons qui résonnent avec des gens qui ont traversé des moments difficiles et ont célébré les bons moments. Souvent soutenue par le E Street Band, la musique de Springsteen fournit la bande-son de l'endurance, de la force, du cœur et de la joie, malgré les difficultés sur notre chemin», a déclaré Woody Guthrie Center. Le musicien a déclaré: «Je suis honoré de recevoir le prix Woody Guthrie 2021. Woody a écrit certaines des meilleures chansons sur la lutte de l'Amérique pour s'élever au niveau des idéaux d'une manière convaincante. Il est l'une de mes influences et sources d'inspiration les plus importantes.»

Les albums de Springsteen se sont vendus à plus de 120 millions d'exemplaires dans le monde, il a remporté 20 trophées Grammy, un Oscar et un Tony, a été intronisé au Rock and Roll Hall of Fame en 1999, a reçu dix prix Kennedy Center des années plus tard et, en 2016, le présidentiel Médaille de la liberté. Le prix «Woody Guthrie» est décerné à un artiste de tout médium qui poursuit le chemin de Woody Guthrie, «défenseur des sans voix, qui comprend comment une plateforme peut être utilisée pour illuminer notre monde, nous montrant ce qui doit être réparé et comment réparer». Parmi ceux qui ont reçu cette distinction dans le passé figurent Joan Baez, Chuck D, John Mellencamp, Norman Lear, Kris Kristofferson, Mavis Staples et Pete Seeger.

REUTERS

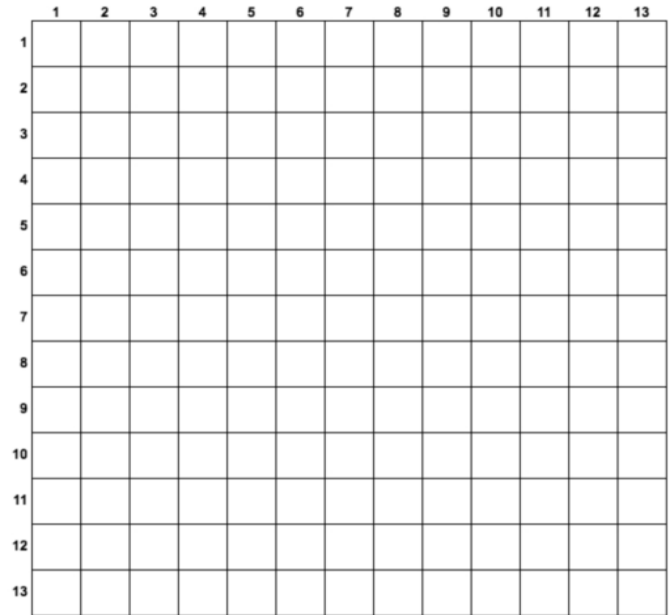
Nombres croisés



HORIZONTALLEMENT

I. Puissance de 2. Un isotope du carbone bien connu des archéologues. II. Nombre d'Etats Unis. Date de la mort de l'empereur Commodus (le méchant dans *Gladiator*). III. Au service secret de sa majesté. IV. Banco au black Jack. Le nombre de syllabes dans un haïku japonais. V. L'année de la Saint-Barthélemy. VI. Le chiffre de la Bête. Département de la Sarthe.

Grille muette N° 230



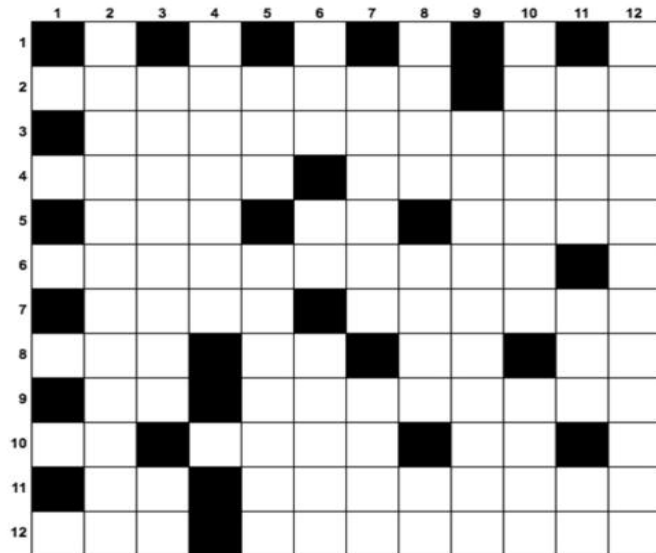
Horizontalement

2 Ça ne passe pas !3 Tirent du lit.- Contre.4 Bas niveaux.- Des Martiens ?5 Digne d'un m'as-tu-vu.6 Causes d'irréparables outrages.- Sans défaut.- Dans le fruit parfois.7 Sans idée.- Billard.8 Sale dans le milieu.- Plein.9 Donne le choix.- Du cours de l'or.10 Club marseillais.- Saint lorrain.- Cafteur.- Pointe aromatique.11 Ave Maria.- Étendu.12 Conspuions.- Opéra de Bécaud.13 Espèce.- Requin-marteau.

Verticalement

2 Sans continuité.3 Discret arroseur.- Bravo au cinéma.4 Revers de col.- Disque.- Grand couturier.5 Prisons.- Le Grand a ses loges.6 Assure la fermeture.- Grille à pointes.7 Sort.8 Passage de sécurité.- Population d'Afrique de l'Ouest.- Théâtre japonais.- Connu pour son magicien.9 Prénom allemand.- Auteur de mémoires.10 Fort en bande.- Caravansérail.- Art des rues.11 Fêté à date fixe.12 L'échappera belle (s).- La Perse d'avant.13 Picoler.- Comme la lune.

Mots croisés grille N° 230



Horizontalement

2 Sorties de cornichons.- Mois à ponts.3 Destinataires d'une épître.4 Assurance d'étanchéité.- Chef-lieu breton.5 Mon à La Scala.- Sous sol.- Commune d'Italie.6 Saisir.7 Liqueur.- Infesté.8 Acide vital.- Note moyenne.- Lady disparue.- Abréviation européenne.9 Aède à gauche.- Du domaine de l'État.10 Note.- Rivière croate.- Entrée en Italie.11 Article.- Muret sur le toit.12 Opéra à New York.- Trucs.

Verticalement

2 Unique.3 Défigure le paysage.- Ajoute.4 Préjugé.5 Béquille.- Danse hongroise.6 AOC ?- Le fer au labo.- Ministère ou Palais.7 Proue.- Mecs.8 Tennesman américain.- Forma des ondes.- Bout de chicot.9 Mauvaise conduite.10 Apportera.- Article étranger.11 À deux ou quatre pattes ?- Signal de départ.- Note.12 De Bissao.

L'amour d'Allah ne peut jamais entrer dans un cœur qui contient l'amour de ce monde.
— Ibn Al Qayyim رحمه الله

Ça s'est passé un...6 Mai

1840 : Naissance du timbre-poste



Le timbre-poste naît à Londres le 6 mai 1840, sous le surnom de «Penny Black», à l'initiative de l'imaginatif Rowland Hill...

1932 : Assassinat du président Paul Doumer



Le 6 mai 1932, le président de la République Paul Doumer, est assassiné par un médecin russe du nom de Paul Gorgulov. L'affaire est conduite par le commissaire-divisionnaire Marcel Guillaume, «l'as de la PJ» dont Georges Simenon s'inspira librement pour son personnage du Commissaire Maigret en 1937.

1994 : Inauguration du tunnel sous la Manche



Depuis le 6 mai 1994, l'Angleterre n'est plus tout à fait une île. La reine Elizabeth II et le président Mitterrand inaugurent ce jour-là le tunnel sous la Manche.

2012 : Élection de François Hollande



Le 6 mai 2012, les électeurs français ont eu à choisir entre le président sortant Nicolas Sarkozy et son rival socialiste François Hollande. Ils élisent le second avec 51,64% des voix, un résultat en définitive très modeste.

Mots Fléchés N° 230

POÈTE DU MOYEN ÂGE REVELER UN SECRET	GOURMETTE LA DIANE GRECQUE	MONNAIE EAU DE TYROLIEN	USÉE PAR FROTTEMENTS RÉSERVOIR DE PLONGÉE	CALIBRAGES CONTENT	N'EST PAS RELIGIEUX	VERTÈBRE FRAPPER DE CÔTÉ
SERRE DES AGRUMES ESPIÈGLE			COMBINA		RIVIÈRE FRANÇAISE MOLLEMENT DOUBLES	
BIEN DU PAYSAN TASSENT LA NEIGE		DE QUOI SOUFFLER NOUNOU	MIT AU PROPRE	MET EN SÛRETÉ PIQUES	CÉSURIUM AU LABO ŒUVRE DE FIGARO	DÉTACHÉ
DÉJÀ DIT AVANT DÉGUISA		PERSONNE SOUVENT EN RETARD GOSSÉS		DEUX DES VIKINGS TELETEXTE FRANÇAIS		JEUNE RONGEUR
UN BŒUF DISPARU	VILLE D'ARMÉNIE ÉCRIVAIN D'ITALIE			GENRE DE SOCIÉTÉ QUITTER LE PAYS		
MONTAGNE EN PRÉFIXE	VILLE DE LA LOIRE		SOUFFLE PUISSANT		POMPETTE LE ROI 10	
	PRÉFÉRÉE COMMANDES				ASSAINIT L'ESPACE	QUI TENTE LA BELLE
BOBINE	EXCITE UNE BANDE DE CHIENS CALORIE		FAIRE UN TAS DE CHOSSES	PREND DES RENSEIGNEMENTS		
		PARTAGÉE ÉBARBE				ÉRIN
ROI DE LA CRÈCHE VEU PIEUX		NEON DES CHIMISTES GENRE DE PROPHÈTE		EMBRASSA	VALLÉE HUMIDE CHAÎNE EN CRÊTE	
			CHIEN DE BERGER			
DYNASTIE IMPÉRIALE CHINOISE	SAUCISSON SEC TABLEAU			CHANGEAS	CHEMIN DE HALAGE PARESSEUX NOTOIRE	
	TIGE CYLINDRIQUE DU PEUPLE Tsigane		GRANDE FAMILLE SUCCÈS DE HOLLYWOOD			DÉCITIQUE
MAÎTRE À PENSER TERRE DE L'OUVRIER		ON Y MET LA GLACE SURVOLÉ			JAMAIS DÉSUEIT POUVOIR DU PASSÉ	
	LÉZARD			INSECTE TEL QUE L'ABEILLE		
APPAREIL DE CARDIO-TRAINING			EFFETS D'USAGES			

Mots mêlés

M C O N S O M S O C S T
S A M E R C U R E S O U
G T R E U E T E N A L P
A P E S A N T E U R E M
L N H T A O I I T O I O
A U G A I T S V P S L C
X F N L S L U U E U L O
I U E E E E L R N R J M
E S U E L U B E N E S E
L E A N A V E T T E V T
M E T E O R E S P A C E
T I E R E I T A M O S N

- ANGLE
- APESANTEUR
- COMETE
- COMPUT
- COSMOS
- ESPACE
- ETOILE
- FUSEE
- GALAXIE
- JUPITER
- LUNE
- MARS
- MATIERE
- MERCURE
- METEORE
- NAVETTE
- NEBULEUSE
- NEPTUNE
- PHASE
- PLANETE
- SAROS
- SATELLITE
- SATURNE
- SOLEIL
- UNIVERS
- VENUS

Secousse tellurique de 3,6 degrés sur l'échelle de Richter

Une secousse tellurique de 3,6 degrés sur l'échelle de Richter a été enregistrée hier à 12h49 dans la wilaya de M'sila, a indiqué le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG). L'épicentre de la secousse a été localisé à 7 km au sud-est de Zazour, précisé la même source.

LA NATION

Jeudi 06 Mai 2021

HORAIRE DES PRIERES

SOBH	DOHR	ASSER	MAGHREB	ICHA
04:03	13:03	16:33	19:42	20:59

Météo

Alger	☀️	23	Tizi Ouzou	☀️	25
Tiaret	☀️	22	Béjaïa	☀️	23
Constantine	☀️	26	Oran	☀️	24

ACCIDENTS DE LA ROUTE

36 morts et 1471 blessés en une semaine

Trente-six (36) personnes ont trouvé la mort et 1471 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus dans plusieurs régions du pays durant la période allant du 25 avril au 1er mai, indique, hier, un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré à Sétif avec trois (3) morts et 79 blessés suite à 54 accidents enregistrés dans l'ensemble de cette wilaya.

Par ailleurs, les unités de la Protection civile sont intervenues pour éteindre 481 incendies urbains, industriels et autres. Concernant les activités de lutte contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 279 opérations de sensibilisation à travers le territoire national, rappelant aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de distanciation physique, ainsi que 266 opérations de désinfection générale ayant touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles. Pour ces deux opérations, 1120 agents de la Protection civile, 207 ambulances et 127 engins d'incendies ont été mobilisés, précise la même source.

EL TAREF

Démantèlement d'un réseau criminel international dirigé par un ressortissant marocain

Les services de la police judiciaire relevant de la Sureté de la wilaya d'El Taref ont démantelé un réseau criminel international organisé, spécialisé dans le trafic de stupéfiants et saisi 30 kg de cannabis, a indiqué mardi un communiqué de la Sureté nationale. "L'enquête diligentée par le Procureur de

la République a permis d'aboutir au creux du réseau criminel constitué de 12 individus dont 2 femmes. Il s'agit d'un ressortissant étranger de nationalité marocaine", précise la même source, ajoutant que "l'activité de ce réseau s'étend des frontières Est jusqu'à l'Ouest du Pays". L'enquête ayant concerné plusieurs wilayas dont Tlemcen, Oran, Sétif et Oum El Bouaghi a permis la saisie de 30 kg de cannabis et 4 véhicules utilisés dans le déplacement et le transport de drogues. Après finalisation des procédures légales, les mis en cause ont été déferés devant les juridictions compétentes près le pole pénal spécialisé à Constantine qui ont ordonné leur placement sous mandat de dépôt.

FOOTBALL

Riyad Mahrez encensé à grands coups par la presse britannique

La presse britannique a encensé, dans sa livraison d'hier, l'international algérien Riyad Mahrez, auteur d'un doublé lors de la demi-finale retour de Ligue des Champions Manchester City - Paris Saint Germain (2-0) et comparé à un "super-héros" outre-Manche. "Nous allons à Istanbul", s'amuse le Manchester Evening News. Un billet pour la Turquie acquis grâce au doublé de Mahrez. Déjà buteur à l'aller, l'international algérien est encensé de "Mah-vels !" (Daily Telegraph), "Magic Mahrez" (i Sports), "Marvel" (Daily Mirror) et autres Unes qui le comparent à un "super-héros". Il s'agit d'une revanche pour le natif de Sarcelles, près de Paris, qui a longtemps eu du mal à s'imposer dans l'équipe type de Pep Guardiola avant de devenir

un titulaire indiscutable, ce qui pousse The Guardian à le qualifier joliment de "génie sous-coté". Côté espagnol enfin, plus que le match en lui-même, c'est la possibilité de retrouvailles entre le technicien catalan et le Real en finale qui fait la Une de Marca, avec un message clair envoyé aux Merengues : "Pep vous attend à Istanbul !". Manchester City s'est qualifié pour la première fois de son histoire en finale, après avoir déjà battu le club parisien à l'aller (2-1). Grâce à un doublé de Riyad Mahrez (11e, 63e) déjà auteur du but vainqueur au Parc des Princes, Pep Guardiola atteint la finale à sa cinquième saison sur le banc des Sky Blues et prive les Parisiens d'une deuxième finale consécutive.

SOUS L'EFFET DES CONFLITS ET LA PANDÉMIE

Sous l'effet des conflits et la pandémie



L'insécurité alimentaire aigüe a encore progressé en 2020 sous l'effet des conflits, des crises économiques exacerbées par la pandémie de Covid-19 et des événements climatiques, avertit le Réseau mondial contre les crises alimentaires qui s'étend à une année 2021 "difficile". L'an dernier, 155 millions de personnes dans 55 pays se trouvaient dans une situation de "crise" (phase 3 sur l'échelle internationale de la sécurité alimentaire) ou "pire". Soit 20 millions de plus qu'en 2019, souligne un rapport publié hier par ce réseau qui réunit notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Union européenne et le Programme alimentaire mondial (PAM). Plus de 28 millions de personnes dans 38 pays étaient plongées dans une situation d'"urgence alimentaire" (phase 4 et plus). La République démocratique du Congo, le Yémen et l'Afghanistan sont particulièrement touchés. Enfin l'an dernier, près de 133.000

personnes étaient dans une situation de "catastrophe/famine" (phase 5, la plus élevée), au Burkina Faso, au Soudan du Sud et au Yémen. "Des actions urgentes ont été menées pour éviter une mortalité généralisée et un effondrement total des moyens de subsistance", souligne le rapport. "Ces chiffres montrent la gravité de la situation et l'importance d'une action rapide et coordonnée", déclare Dominique Burgeon, directeur de la division urgences et résilience à la FAO. "La réponse ne doit pas être seulement humanitaire mais travailler aussi sur les causes profondes de l'insécurité alimentaire". "Pour 100 millions de personnes confrontées à une crise alimentaire aigüe en 2020, la cause principale était liée aux conflits et à l'insécurité", contre 77 millions en 2019, relève Dominique Burgeon. Ce sont ces conflits qui ont provoqué six des dix principales crises alimentaires l'an dernier, en République dé-

mocratique du Congo, au Yémen, en Afghanistan, en Syrie, en Nigeria et au Soudan du Sud. Pour 40 millions de personnes, les crises économiques ont été les premières responsables de leur insécurité alimentaire (contre 24 millions en 2019). "La pandémie a exacerbé les vulnérabilités des systèmes agricoles à tous les niveaux", relève Dominique Burgeon. L'impact socio-économique du Covid-19 a notamment aggravé les crises en Haïti, au Soudan et au Zimbabwe. Enfin pour 15 millions de personnes, ce sont les "chocs climatiques" qui ont été la cause principale de leur insécurité alimentaire, soit nettement moins qu'en 2019 (34 millions). Tempêtes tropicales, ouragans et inondations ont notamment accru les problèmes alimentaires en Amérique centrale et en Haïti. Pour 2021, les signaux ne sont pas bons. "On voit déjà que ce sera une année difficile", déclare Dominique Burgeon.

TIZI-MAHDI (MÉDÉA)

56 élèves blessés dans une collision entre deux bus scolaires

Au total, 56 élèves ont été blessés légèrement, suite dans une collision frontale, survenue, hier, dans la commune de Tizi-Mahdi, ouest de Médéa, entre deux bus de transport scolaire, a-t-on appris auprès de la protection civile. L'accident, du vraisemblablement à l'épais brouillard qui couvrait la région, s'est produit à au lieu-dit

"Sidi-El-Bakhti", dans la commune de Tizi-Mahdi, à 29 km à l'ouest de Médéa, a indiqué la même source, précisant que les blessés, en majorité des élèves, ne souffrent pas de blessures graves. Une seule élève, blessée à la tête, a été évacuée par des automobilistes de passage vers l'hôpital Mohamed Bouafia pour recevoir les soins nécessaires, a-t-on ajouté.

Une fusée chinoise va effectuer un retour imprévisible sur Terre

Un gros débris d'une fusée chinoise effectuée à l'heure actuelle une descente en orbite incontrôlée sur Terre, rendant impossible de prévoir à l'avance l'endroit où il va s'écraser, rapporte le média américain CNN. Baptisée Long March 5B, la fusée chinoise devrait entrer dans l'atmosphère terrestre « vers le 8 mai », indique un porte-parole du département de la Défense américain Mike Howard, précisant que le Commandement spatial américain suivait la trajectoire de la fusée. Le « point d'entrée exact de la fusée dans l'atmosphère terrestre ne peut être identifié que

quelques heures avant qu'elle ne s'écrase, précise le Pentagone. La fusée a été utilisée par la Chine pour lancer une partie de leur station spatiale la semaine dernière. Alors que la plupart des débris spatiaux brûlent à leur entrée dans l'atmosphère, la taille de ce morceau de 22 tonnes de la fusée a suscité des inquiétudes quant au fait que de grands débris pourraient rentrer et causer des dommages si elles frappaient des zones habitées. Néanmoins, un astrophysicien à l'université de Harvard s'est montré rassurant en affirmant que la situation n'est « pas la fin du monde ».

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION EN ZONES URBAINES

10 morts et 235 blessés en une semaine

Dix (10) personnes ont trouvé la mort et 235 autres ont été blessées dans 820 accidents de la circulation survenus du 27 avril au 03 mai courant au niveau des zones urbaines, a indiqué mercredi un bilan des services de la Sureté nationale. Le bilan a connu une hausse en nombre d'accident (+09) ainsi

qu'en nombre de morts (+04), alors que le nombre de blessés a baissé de (-10), a précisé le communiqué. Le facteur humain demeure la principale cause de ces accidents avec un taux dépassant 96,31% en raison du non respect de la distance de sécurité, l'excès de vitesse, la fatigue et le manque de concentration, en

sus d'autres facteurs liés au véhicule. La Direction générale de la Sureté nationale (DGSN) réitère son appel aux usagers de la voie publique à davantage de vigilance lors de la conduite, au respect du code de la route, rappelant que le numéro vert 15-48 et le numéro de secours 17 sont mis à la disposition des citoyens 24h/24.